LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

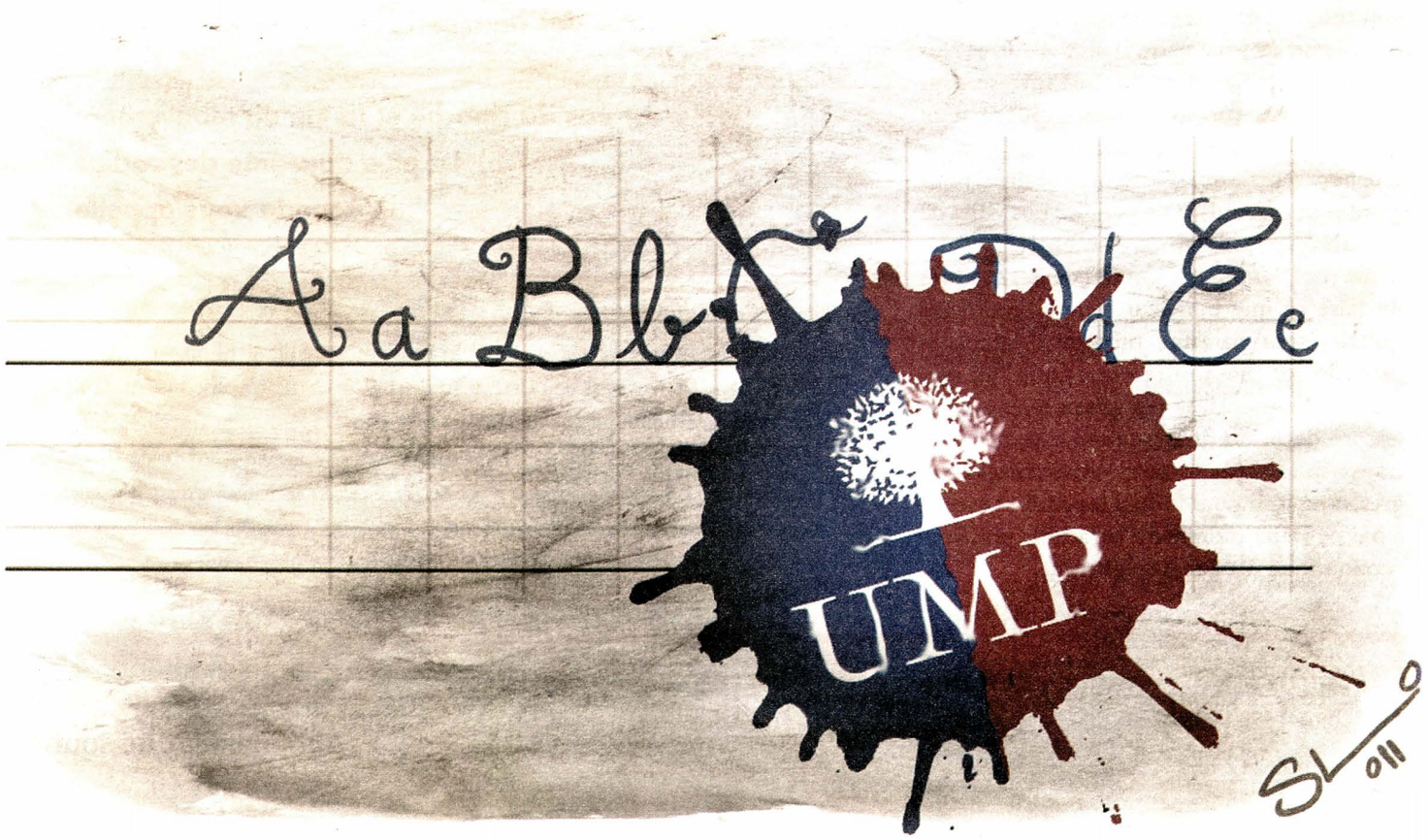
ISSN 0026-9433

N° 1634
du 5 au 11 mai 2011

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

«Comme ton patron, vote PS.»
Des moutons noirs de la CFDT

L'école en danger
Enseigner moins



ça rapporte plus

M 02137 - 1634 - F: 2,50 €

Editorial

L'Éducation nationale s'effondre peu à peu sous les coups à répétition d'un gouvernement qui voudrait bien se débarrasser une bonne fois pour toutes – et à plus ou moins long terme – de ce coûteux secteur. Eh oui, de l'argent, il en faut bien pour financer l'arsenal de l'État policier, que ce soit l'équipement de plus en plus performant des cognes ou la création de nouveaux postes, comme ces centaines de « policiers patrouilleurs », créés – selon Guéant – pour « *donner plus de visibilité à la police* ». On supprime des enseignants et on met en place de nouvelles unités policières. Toute la logique de notre gouvernement se voit résumée dans ce triste constat. « *Ouvrez des écoles, fermez des prisons* » qu'il disait l'autre ! Nos dirigeants, eux, préfèrent faire l'inverse. Plus rentable ? Pas sûr. Mais, sans l'ombre d'un doute, voilà qui est bien plus rassurant pour une bourgeoisie qui se voit bien obligée, pour vivre et se pérenniser, de peupler nos villes de volailles en uniformes, armées jusqu'aux dents (oui, les poulets ont des dents) et libres de faire ce que bon leur semble, protégées qu'elles sont par une immunité judiciaire garantie par une justice corrompue, au service des puissants. Et ces tristes sires auront encore de beaux jours devant eux tant que nous n'aurons pas su, nous autres tristes bougres, nous unir pour boire à la ronde et mettre à bas ce vieux monde où la racaille politico-économique n'a que trop grouillé.

Sommaire

Actualité

Écoles en difficulté, par Fred, *page 3*
Nouvelles des fronts, par Hugues, *page 4*
(In) justice bourgeoise, par G. Goutte, *page 5*
L'Autruche, par F. Ladrisse, *page 5*
Des brèves, un strip,, *page 6*
Vers un 1er Mai ébréché?, L. Barbesois, *page 7*
Les correcteurs, *Le Monde* et l'hypocrisie, Sitting Bull, *page 7*
Regards sur la presse écrite en France, R. Pino et P. Salcedo, *page 8*

Expression

Je célèbre ce jour Armand Robin, par R. Dadoun, *page 11*

International

Portugal: le bon élève qui fait faillite, par C. Reeve, *page 14*
Attentat de Minsk, Collectif, *page 16*

Histoire

Les luttes syndicales des années 1970 et 1980, par J. Toublet, *page 17*

Mouvement

C'est pas du cinoche et la vie du mouvement, *page 21*
La plus dansante des radios, *page 22*
L'agenda vous appelle, *page 23*

Erratum Hors-série n°41 : *101 ans de CNT*

Quelques malencontreuses erreurs se sont glissées dans notre dernier hors-série.

Pages 49 et 50 : il ne s'agit pas de l'UGT, mais de la CGT, ce qui n'a absolument rien à voir, la première étant un syndicat proche du PSOE et l'autre une organisation anarcho-syndicaliste.

Un peu plus grave : page 24, lire « [...] *ces dirigeants anarcho-syndicalistes là – et d'autres – occupaient leur esprit avec la dimension et le discours politiques* **et il leur arrivait de prendre des initiatives contre-révolutionnaires** » et non pas : « [...] *ces dirigeants anarcho-syndicalistes là – et d'autres – occupaient leur esprit avec la dimension et le discours politiques* **et n'arrivaient pas à prendre des initiatives contre-révolutionnaires** ».

Tarifs **France et étranger**
(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos ◯ 25 €
6 mois, 25 nos ◯ 50 €
1 an, 45 nos ◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Écoles en difficulté

Casse gouvernementale de l'école publique

Les suppressions de postes dans l'Éducation nationale ont été massives cette année et s'annoncent du même ordre l'année prochaine. Cela se traduit par des fermetures de classes et des effectifs (d'élèves) en hausse. Malgré la contestation grandissante des parents et enseignants, la politique de casse du service public d'éducation se poursuit. Il faut bien avoir à l'esprit que le dogme, qui reste en toile de fond, c'est le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux et le gouvernement d'annoncer qu'on peut encore faire mieux.

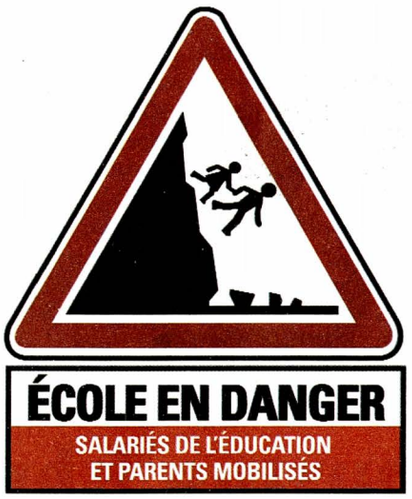
Déstructurer

Paradoxalement, c'est au nom de la lutte contre l'échec scolaire que les mesures de casse de l'école publique ont été prises. Avec ses 10 % d'illettrisme, ses jeunes qui sortent sans diplômes, ses résultats aux enquêtes internationales, le système éducatif français est à revoir. Il est foncièrement élitiste, compétitif, stressant. Tout le monde, notamment les enseignants, veut aider les élèves en difficulté. Aussi, quand le ministre a instauré les deux heures d'« aide personnalisée », des voix se sont élevées contre cet alourdissement de l'emploi du temps des élèves et contre leur stigmatisation. Elles pointaient les effets pervers d'une telle mesure et craignaient de voir disparaître les Réseaux d'aide aux élèves en difficulté (Rased). Ces postes sont occupés par des enseignants spécialisés.

Ces deux heures d'« aide personnalisée » sont assurées par les enseignants, avec leurs élèves qui présentent des difficultés passagères sur tel ou tel point du programme. Ce dispositif était censé s'ajouter à la prise en charge par les Rased des élèves en grande difficulté ou en difficulté persistante. Après la lutte des enseignants des Rased, après le refus des enseignants d'assurer ces deux heures ou leur aménagement différent pour répondre aux besoins des classes, la plupart des enseignants ont joué le jeu du ministère et accepté de mettre en place cette « aide personnalisée ». Ils y ont mis leur savoir-faire professionnel pour que ces heures, malgré toutes les critiques qu'on peut leur faire, soient tout de même bénéfiques aux élèves… et elles peuvent l'être dans certains cas. Oui mais !

Supprimer

Comme nous le redoutions, ces deux heures d'« aide personnalisée », une fois mises en place, se sont accompagnées de la disparition des postes de Rased. À Besançon, il n'y a tout



simplement plus de formation d'enseignants spécialisés l'année prochaine. Fermer le robinet, puis fermer les postes ! La plupart des fermetures de postes se font dans les Rased et dans les zones d'éducation prioritaire, là où la difficulté scolaire est la plus importante. Mais ces fermetures de classes se font aussi en milieu rural, là où les Rased avaient déjà du mal à aller, là où les enseignants se retrouvent souvent isolés et où la misère sociale, culturelle, économique est tout aussi présente.

Ensuite, c'est une perversité du gouvernement que de faire croire qu'il entend lutter contre l'échec scolaire, comme si les enseignants n'avaient pas à cœur la réussite de tous les élèves ; comme si le fait d'ajouter deux heures à l'emploi du temps était la solution. Dans ce cas, les mouvements pédagogiques qui se battent et innovent depuis plus de cent ans auraient été vraiment idiots de ne pas y penser plus tôt.

Précariser

Les deux heures d'« aide personnalisée » se font en petits groupes. C'est cela qui plaît aux élèves et aux enseignants. Oui mais ! Les suppressions de postes se traduisent directement par des effectifs en hausse. Trente élèves, et plus, par classe, voilà qui va redevenir la norme. À cela s'ajoute la prise en charge des élèves en situation de handicap. Depuis 2005 et la loi d'intégration des enfants handicapés, les écoles accueillent de plus en plus d'élèves en situation difficile. L'Éducation nationale en profite, en même temps, pour fermer des classes, supprimer des postes, dans les structures d'éducation spécialisée. Ces élèves devraient être accompagnés par des aides à la vie scolaire (AVS). Ces précaires de l'Éducation nationale ne sont pas toujours en nombre suffisant. Ils coûtent « trop chers », 800 euros par mois, et sont donc progressivement transformés en EVS (emplois de vie scolaire) encore plus précaires et moins payés.

Casser

Cette précarisation agit comme une lame de fond. Précarisation des contrats, précarisation des conditions de travail, précarisation des conditions d'entrée dans le métier. À ce niveau, la réforme de la « formation » des enseignants est ahurissante. Les journaux se sont fait l'écho des difficultés rencontrées par les jeunes enseignants : trop de travail, pas assez de formation, peu ou pas d'aide, etc. Certains ont déprimé, démissionné, voire se sont suicidés. Pour ceux qui réussissent à tenir le coup, malgré une année de travail à temps complet dans des conditions difficiles, leur titularisation n'est pas certaine. L'Éducation nationale fabrique donc de futurs profs non titulaires qu'elle pourra embaucher au coup par coup sur des contrats précaires. Pour nous, c'est une exigence, les enseignants doivent tous être titularisés sans condition !

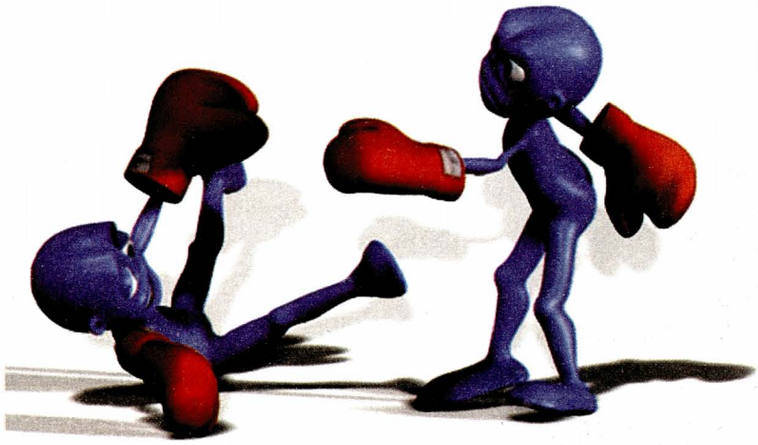
Résister

On voit bien que plusieurs fronts sont ouverts pour mettre en difficulté les écoles, c'est-à-dire les enseignants et les enfants. Les attaques contre l'école maternelle, associées à une politique de déréglementation des crèches, vont mettre les familles en difficulté. Les nouveaux programmes, les rythmes scolaires, etc., tout est bon pour entretenir un climat de suspicion contre les enseignants. Tout est bon pour casser ce qui reste du droit des travailleurs de l'éducation. Tout est bon pour en finir avec le service public d'éducation. Notre réponse doit donc être à la hauteur des enjeux. Les liens, les réseaux qui se tissent entre parents et enseignants contre les fermetures de classes doivent s'intensifier et s'ouvrir à d'autres sujets, à d'autres acteurs de la vie de l'enfant. C'est l'enfance qui est en danger.

Fred
Groupe Proudhon
de la Fédération anarchiste
Sud Éducation Franche-Comté

Nouvelles des fronts

« Couvrir de glaires ceux qui veulent se couvrir de gloire »
***Le Postillon* (journal grenoblois)**



Ça sent les urnes ! Démago Sarko annonce une prime de mille euros pour les salariés des entreprises à dividendes… qui en général, pour les plus importantes, planquent leur profit dans les paradis fiscaux. Les dividendes pour celles où ils étaient en augmentation étaient à la hausse de 13 % en 2010 et le Smic, lui, sera réévalué de 2 % en 2011. Facile de promettre ce qu'un libéral économique ne peut imposer au secteur privé que les entreprises soient ou ne soient pas au CAC 40 et dont les profits furent, rappelons-le, de 82 milliards d'euros en 2010. Facile de promettre quand le salaire des fonctionnaires sera encore bloqué en 2012, mais il est probable qu'un geste, peut-être, sera fait avant l'ouverture des bureaux de vote comme un geste a déjà été fait en direction des 300 000 contribuables qui ne seront plus assujettis à l'ISF (impôt sur la fortune). Un petit geste ici, un autre là… Sarko dans les urnes, le retour ? Au demeurant, comme le déclarait Nicole Notat, ex-secrétaire générale de la CFDT aujourd'hui présidente d'un cabinet de conseil, il y a peu de temps dans un journal dit économique : *« Notre rôle est d'apporter la matière, les outils utiles aux démarches et techniques choisies par les investisseurs »*, elle aurait pu ajouter la sueur, les larmes et les suicides au travail pour faire des profits à deux chiffres. Les cinq suicidés du groupe Areva à La Hague et le dernier en date, immolé par le feu, de chez France Télécom, apprécieront.

Démagogie toujours, moins de précaires dans les fonctions publiques où dans certains secteurs les contractuels sont quelquefois 30 %. Certes, un accord de titularisation a été signé et permettra la transformation des CDD en CDI, sous condition d'ancienneté, sans pour autant être titularisés, le concours restant la règle. Moins de précarité mais surtout moins de services publics car dans la même foulée l'État supprimera 16 000 postes à l'Éducation nationale en 2011, 10 000 l'ont déjà été dans la Santé et à la Poste 11 700 en 2010. Moins de précaires et tant mieux, moins de services publics, tant mieux aussi, mais pour le privé qui en rachètera les fleurons à vils prix.

Malgré la démagogie ouvrière d'un Sarko ardennais, ça renâcle dur côté salaire et conditions de travail avec des mouvements de grève dans plusieurs secteurs. Alcatel-Lucent, Valeo à Amiens, la Poste, Toyota à Valenciennes, chez le confiseur Ferrero, à Unilever ou encore à EDF pour le maintien des petits avantages acquis. Ce n'est qu'un début, continuons le combat et passons aux choses sérieuses au-delà des intérêts, certes légitimes, mais seulement immédiats. Quant à la lutte, pour peu que le travail soit déterminé, elle paye toujours. SNCM, après quarante-sept jours, les grévistes ont obtenu des garanties sur l'emploi et le trafic en Méditerranée. Saint-Agur, après neuf jours de grève, un accord a été conclu sur les conditions de travail. À méditer, car avec un jour par-ci, un jour par-là, il n'y avait aucune chance de faire reculer « l'ami des ouvriers » et sa clique d'affairistes sur la question des retraites. Ouvriers qui ont décidément beaucoup d'amis, comme les précaires de Normale sup (Paris) qui occupaient, avec le soutien de la future élite de la domination, les locaux de ladite école avant de se faire jeter *manu militari* par des non-précaires en bleu. Une leçon de vie qui, peut-être, en fera réfléchir quelques-uns.

Grève dans les transports en Belgique, là aussi pour les salaires, comme en Allemagne où les salariés du rail ont exigé un statut unique et un alignement des rémunérations dans toutes les entreprises du secteur. Grande-Bretagne, manifestation monstre, 300 000 personnes contre le plan d'austérité « de droite » et le chômage (officiellement à 8 %), nouvelle grève générale prévue en Grèce le 11 mai pour les mêmes raisons d'austérité mais cette fois « de gauche » (chômage 14,8 %).

Enfin, quelques chiffres pour faire rêver d'un autre futur. En France, 1,8 million de personnes étaient au RSA en 2010 soit sur l'année une augmentation de 6 % et pour ceux qui peinent au chagrin, 55 % affirmaient être stressés au travail sans doute du fait des *« outils utiles aux démarches et techniques choisies par les investisseurs »*. Sur la planète, où ce qu'il en reste, 25 % des citadins n'ont pas d'accès à l'eau potable et 67 millions d'enfants sont privés d'alphabétisation. Une armée de réserve d'enfants-soldats et de mercenaires, un rêve pour les marchands d'armes dont la France qui a exporté pour 4,3 milliards d'armements l'an dernier. Ah, j'oubliais, manifestation unitaire le 1er mai, Sarko n'avait qu'à bien se tenir mais rien ne bougea. D'ailleurs, pour le coup ce n'était plus les urnes que ça sentait mais la merguez.

Hugues
Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

Justice de merde !

Un non-lieu. C'est ce dont viennent de bénéficier, une fois de plus, les deux flicards qui, lors d'une course poursuite en 2005, avaient conduit à la mort deux jeunes de Clichy-sous-Bois. Poursuivis en plein après-midi alors même qu'ils n'avaient commis aucune infraction, Zyed Benna (17 ans) et Bouna Traoré (15 ans) avaient été tués par électrocution dans un transformateur où ils s'étaient réfugiés pour échapper à la soldatesque bleu marine. En octobre 2010, les juges d'instruction chargés de l'enquête avaient voulu envoyer au tribunal correctionnel les deux flics pour «*non-assistance à personne en danger*», mais – comme on pouvait alors s'en douter – le parquet de Bobigny avait fait appel de cette décision. Après avoir examiné cet appel (conformément à la procédure…), la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris a finalement décidé de le conforter et, de fait, de prononcer un non-lieu. Peu étonnant, la justice nous habitue depuis des temps immémoriaux à ce genre de conclusions quand les roquets en képi se retrouvent sur le banc des accusés. Mais tout de même, il est «cocasse» de s'attarder quelque peu sur les motivations de ce rendu judiciaire. D'après ses responsables, les deux volailles n'auraient soi-disant pas eu connaissance du danger. Ah, ah. On savait les flics profondément débiles, mais peut-être pas au point de ne pas avoir conscience qu'un transformateur électrique était potentiellement mortel… Et preuve en est – si toutefois il en fallait – avec cette remarque pleine de cynisme qu'avait eu un des flics lors d'un échange radio avec ses collègues pendant la course-poursuite: «*En même temps, s'ils rentrent sur le site EDF, je ne donne pas cher de leur peau.*[1]» Pour cet agent – et, franchement, peu importe l'outrage – «connard» n'est pas un faible mot. Bref, la justice de notre pays a encore montré qu'elle était une justice de classe, du côté des puissants, de ceux qui en ont plein les poches et de ceux qui, pour éviter qu'elles ne se vident, tuent sans impunité.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

1. *Le Point*, édition internet du 27 avril 2011.

Quand l'autruche éternue…

Ah bon, vous êtes styliste ?

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je? Rafle à Marseille, rafle à Paris, on ramasse, à la pelle, les Tunisiens qui traînent. Les paponnades se multiplient au pays des droits de l'homme pur porc, sans émouvoir plus que cela un personnel politique ayant élevé au sein Le Pen, s'estimant désormais contraint de cavaler au cul de la fille cadette. Imbéciles, savent-ils au moins que pendant qu'ici on s'échine à rejeter en mer 3 000 (trois mille!) de ses ressortissants, la Tunisie ouvre, elle, grande ses frontières et accueille au bas mot 20 000 Libyens, et dans des conditions décentes? Générosité, bienveillance et solidarité: ces mots n'ont pas le même sens, selon qu'on se trouve d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée. Cependant, ceux pour qui l'accueil de 3 000 étrangers constitue un problème extrême devraient lire de toute urgence le programme de Hollande, François, lequel confiait il y a peu avoir «*fait un rêve pour la France*». L'homme qui, visiblement, ne s'est toujours pas réveillé, pourrait les inspirer, puisqu'il propose par exemple d'envoyer les gamins des cités prendre l'air. C'est généreux. C'est bienveillant. Les «emplois francs», qu'il appelle ça. Ça vous a un côté Clovis… «*Un jeune venant d'une zone défavorisée pourrait avoir un statut de salarié particulier, et être employé plus facilement partout en France.*» Mouais, mais encore? «*Il y a des territoires ruraux qui ne demandent qu'à accueillir des jeunes, alors que nous avons une concentration de population trop forte en Île-de-France.*» Traduction: envoyons les mômes de Bondy, de Bobigny ou des Minguettes à Montargis, Vesoul, Maubeuge. Autant de camps de déconcentration permettant de débarrasser les quartiers de ceux qui gênent, tout en repeuplant les champs de naviots, crédié! Encore faudrait-il que Hollande parvienne à convaincre les gamins de s'exiler à Bourg-Les-Noix. Fussent-elles de cajou, c'est rien de dire que c'est pas gagné.

Hollande, donc, rêve. Il se trouve que moi aussi. D'une justice, par exemple, équitable et indépendante: pauvre rêve que celui-ci, salement bousculé par la réalité de magistrats aux ordres prononçant un non-lieu pour les deux policiers responsables de la mort de deux gosses à Clichy-sous-Bois (2005). Nous disons: responsables. Nous disons: policiers. Parce que nous savons tous que ces trous du cul à calot auraient pu éviter ces morts. Leur avocat considère lui que «*la petite voix de la vérité judiciaire a fini par recouvrir le tintamarre des leurres*». Déclaration qui ne manquera pas de toucher, jusqu'au cœur, les parents et amis de Zyed et Bouna, carbonisés dans le transfo, sans tintamarre ni leurre. Tintamarre? Il se confirme que les flics tuent, ici, hier, là-bas, demain, en toute impunité. Se confirme également le fait que les enfants des quartiers en sont avertis. Et on s'étonne qu'ils s'arment?

Je m'étonne moi, chaque jour, que leurs canons ne soient pas d'ores et déjà pointés sur les cerveaux béchamel de ceux qui, à l'abri des pauvres maisons poulagas, perpétuent les affaires et ramassent la caillasse. Bougre indigent, sais-tu au moins que cette année l'ISF sera réformé, et que, dixit Baroin, «*tout le reste, c'est pour 2012*»? Le reste? Mais l'abandon du bouclier fiscal, qui ne presse, non, n'est-il point? Foutage de gueule intégral, et nouveau cadeau pour les riches, pardon: les «petits riches», selon le même Baroin. Fouette cocher, hardi! sans renoncer à se lancer aux trousses du piteux fretin de la classe à peine supérieure, voilà t'y pas la Sarkozerie qui s'entiche de la Pen et de ces idées saugrenues. Elle n'est malheureusement pas la seule: là, pas loin de mon trou, dans le lycée Auguste Blanqui à débaptiser de toute urgence, un quarteron de nonnes (proviseure et adjointe, en passant par la CPE), convoquent des gamines et les menacent d'expulsion au motif qu'elles portent des robes longues, signe religieux ostensible selon ces Robespierre de cours de récréation. Des listes circulent, dans ce lycée, de jeunes filles «*réputées musulmanes*». Ça ne vous rappelle rien? Nous voici donc dans un pays où, selon la longueur de la jupe, on vous absout ou vous condamne. «*Décidément, ce n'est pas un style que d'être vêtue de la sorte*», a balancé la proviseure. «*Ah bon, vous êtes styliste?*» a rétorqué une des filles, avant que d'être, avec ses copines, interdite de cours en l'attente d'une décision de l'administration. On croit, comme Hollande, rêver, alors qu'en fait le cauchemar a déjà commencé.

Frédo Ladrisse
http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com

Brèves de combat

Vingt-cinq morts en Syrie

Selon l'AFP, les troupes syriennes appuyées par des chars et des blindés sont intervenues à Deraa afin de mater la contestation faisant au moins 25 morts.

Deux morts au Yémen

Deux personnes ont été tuées par balle et des dizaines blessées, lors de nouvelles importantes manifestations contre le régime où l'opposition restait méfiante sur les intentions réelles du président Ali Abdallah Saleh de quitter le pouvoir.

Les frères siamois du contrôle des frontières

Sarkozy et Berlusconi, les deux démagos, sont favorables à « des modifications au traité de Schengen, dans les circonstances exceptionnelles ». Pourquoi ? Les Tunisiens veulent envahir l'Europe du sud ?

Ce n'est pas une surprise !

Selon l'Insee, le niveau de vie des descendants d'immigrés en France est inférieur à celui des enfants de parents nés français. Le risque d'être pauvre est plus élevé pour les descendants d'immigrés africains que pour les descendants d'immigrés d'Europe. Dommage que La Palice soit mort !

Contre la loi sécuritaire

Le projet de loi sécuritaire visant la psychiatrie sera débattu au Sénat le 10 mai. Depuis son annonce, l'opposition à ce projet ne cesse de s'amplifier. La plupart des syndicats de personnels et de psychiatres, les syndicats de magistrats ont exprimé leur refus de cette loi et donnent rendez-vous devant le Séant ce jour-là.

Flicage partout

Selon une étude présentée par des chercheurs britanniques, Apple a inclus dans la dernière version de son système d'exploitation pour iPhone et iPad une fonction permettant de garder dans un dossier non protégé la trace des mouvements des utilisateurs de ces appareils.

Dérapage dangereux

Un site internet invite à démasquer une personne infidèle en envoyant un message détaillant l'infidélité à la personne trompée, le service est anonyme. Ça rappellera le « bon vieux temps » à certains anciens…

Claustrophobie

La France envisage de demander la suspension provisoire des accords européens de libre circulation, dits « accords de Schengen », pour faire face à l'afflux de migrants clandestins en provenance de Libye et de Tunisie. Et pourquoi ne pas construire un mur autour de la France ?

Les riches parlent aux riches

Le relèvement du seuil d'entrée de l'ISF, qui doit permettre à 300 000 contribuables d'y échapper, sera appliqué dès cette année, a annoncé le ministre du Budget. Tous ensemble les riches : Ouais !

Salariat criminel

Un salarié de France Télécom-Orange de 57 ans s'est suicidé en s'immolant par le feu sur le parking d'un site près de Bordeaux.

Extrême droite hongroise anti-Rom

En Hongrie, 277 femmes et enfants roms ont fui le village de Gyöngyöspata (nord-est) avant le retour d'une milice d'extrême droite pour un « camp d'entraînement », selon l'AFP.

Banales (!) histoires de familles

Le Pen (père) et Bruno Golnish ont critiqué le choix de Marine Le Pen d'exclure un élu du parti pour une photo où il fait le salut nazi, réclamant de la « *clémence* ». Pourtant, il n'y a rien de choquant, le salut nazi ne serait plus la marque de fabrique de ce parti ?

No Pasaran

Des élus Europe Écologie Les Verts à Lyon ont demandé l'interdiction de « la marche des cochons » prévue le 14 mai, à l'appel des jeunes identitaires de Lyon Rebeyne.

Honte à la France

La France devient la honte du monde, premier pays à reconnaître la corrida comme faisant partie d'un « patrimoine immatériel ». C'est très grave : cela va permettre à la corrida de recevoir d'importantes subventions de la part de l'État, ce qui n'était pas le cas pour l'instant, les communes, les départements et les régions versant déjà des millions d'euros de subventions pour ce spectacle barbare. L'Équateur va se prononcer au mois de mai contre la corrida par référendum à l'initiative du président Corréa, la Catalogne vient de l'abolir en 2010 : à Fréjus, le sénateur-maire Élie Brun arrête la corrida en 2011, considérant que l'évolution des mœurs et des mentalités l'impose. Et que fait l'État français ? Strictement le contraire. Honte à Sarkozy, Fillon et F. Mitterrand.

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA

Vers un Ier Mai ébréché ?

« *Devant le chaos actuel* qui vaut au monde du travail un accroissement de souffrance et lui fait entrevoir un sombre avenir la désunion des ouvriers syndiqués est aujourd'hui cruellement ressentie, elle serait demain la cause d'un véritable désastre… » Ces quelques mots pessimistes écrits pendant le congrès de la CGT en 1933 pourraient être accentués dans la situation actuelle. La division syndicale est acceptée, entérinée depuis belle lurette. Pour le 1er mai nous aurons bien ça et là des ébauches unitaires mais toujours sans les syndicats de la CGT et Force Ouvrière[1].

Certes, il y des victoires syndicales qui nous remontent le moral. Comme il y a quinze jours dans la chaîne de restauration rapide KFC (Kentucky Fried Chicken) la mobilisation syndicale a payé. En particulier à Bondy (Seine-Saint-Denis) où la grève avait débuté le 2 avril. Des conditions d'hygiène plus que douteuses (intoxication par les particules de farine, problèmes d'aération, sans parler des bas salaires…). Des mesures sanitaires ont été obtenues ainsi qu'une prime de 150 euros. Mais les syndiqués ne baissent pas pour autant les bras. Comme le déclare le secrétaire de l'Union locale CGT de Bondy : « *Si nous n'obtenons pas la hotte aspirante au mois de juin ou si celle qui est installée ne correspond pas à la spécificité de notre activité, on se remobilisera !* »

Du financement il y en a, comme le déclare le PDG de KFC France : « *Le chiffre d'affaires moyen d'un KFC en France est trois fois plus élevé qu'ailleurs dans le monde.* »

À l'École normale supérieure, les salariés précaires sont en grève depuis le 10 janvier. Il réclament leur titularisation et une amélioration de leurs conditions de travail. Soutenus par les organisations syndicales étudiantes, ils poursuivent leur lutte.

À RFI-France 24, la fusion ne passe pas. L'intersyndicale de RFI (FO, SNJ-CGT et SNRT-CGT) dénonce ce qui a été entériné au comité d'administration, ce choix qualifié de « *démantèlement programmé* ». Elle craint un deuxième plan social. Déjà, en 2009, on luttait contre un plan social et la fermeture de 6 bureaux de la station sur 19…

Et l'actualité de l'anarchosyndicalisme dans tout ça ? Toujours là mais passé à la trappe par celles et ceux qui pensent que « *le syndicat est l'école du socialisme et que le parti pourra seul briser l'État et le capitalisme parce qu'il aura réuni l'avant-garde, la partie la plus consciente et la plus dynamique des travailleurs* » [2]. Y'a du pain sur la planche !

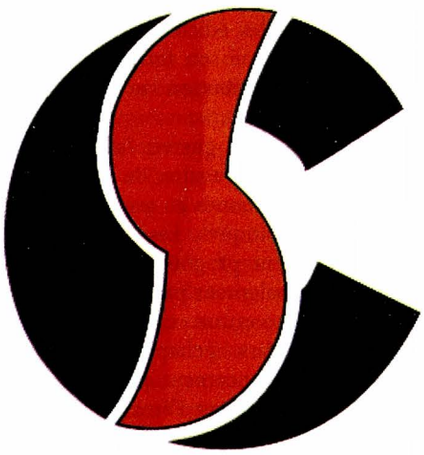
Loulou Barbesois

1. Quand ce *Monde libertaire* sera dans les kiosques, vous saurez si l'unité syndicale a fleuri ça et là.
2. *L'anarcho-syndicalisme et l'organisation de la classe ouvrière*, René Berthier, Éditions du Monde libertaire, 2010.

Billet d'humeur d'un ouvrier du Livre…

« *Les morts sont tous de braves types* » et les métiers de l'imprimerie qui ont du plomb (*sic*) dans l'aile sont à l'honneur dans les colonnes d'un quotidien hexagonal du soir. C'était au sujet d'un bouquin, *Souvenirs de la maison des mots*, écrit anonymement et édité par les Éditions 13 BIS. L'ouvrage est pertinent sur le métier de correcteur mais on cherchera en vain des références à ce que fut le syndicat des correcteurs CGT, « citadelle libertaire » ayant eu un rôle non négligeable dans la Confédération générale du travail au début du siècle dernier. De nombreux militants libertaires, Pierre Monatte, Louis Lecoin, May Piqueray, Gaston Leval, Jacky Toublet, André Devriendt et d'autres y ont milité presque toute leur vie[1].

Là n'est pas le but de cet ouvrage qui, répétons-le, apporte moult réflexions sur l'évolution du métier de correcteur. Il est vrai que le temps où on corrigeait avec une copie est révolu depuis des lustres. Maintenant voguent l'écran et la réécriture, l'incorporation des images et souvent un bout de maquette. En gros, tous les métiers du pré-



presse (photograveur, typographe, secrétaire de rédaction) réunis dans un même poste !

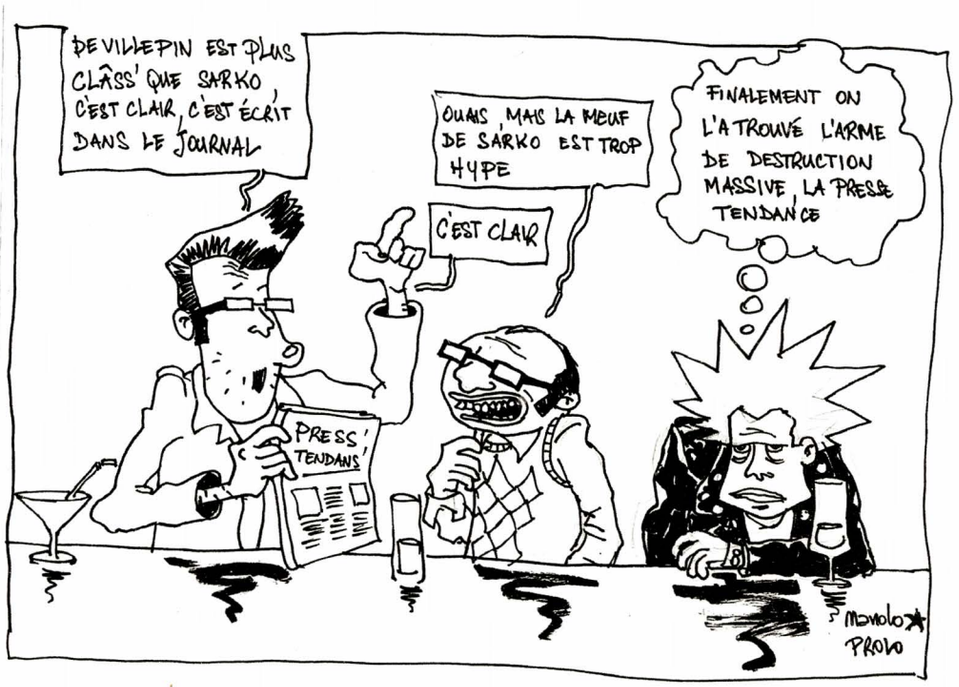
Ne parlons même pas des charges sociales qui passent souvent à la trappe avec le miroir aux alouettes du statut de travailleur indépendant…

Et, cerise sur le gâteau, on ne parle nulle part de la presse quotidienne et de la fonction de correcteur. Dans le journal *Le Monde* (nommons-le !), il y avait « au siècle dernier » plusieurs relectures successives et une équipe digne de ce nom. Avec les plans de licenciement, le non-remplacement des départs en retraite, l'équipe de correcteurs est fantomatique. Le journal le mieux corrigé de l'Hexagone est devenu un sujet de dérision. Ben voilà, le « correcteur masqué » est bien mal vengé !

Sitting Bull

1. Au cours des ans, ladite citadelle a eu des côtés « tour d'ivoire », mais c'est une autre histoire.

Regards sur la presse écrite en France



Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste et ex-membre du bureau du SNDP-CGT

Patricio Salcedo

Groupe Anartiste de la Fédération anarchiste et secrétaire général du SNDP-CGT

À L'HEURE OÙ LA PRESSE ÉCRITE se pose de nombreuses questions quant à son avenir, un état des lieux aiderait à comprendre la direction prise par ce secteur. Sans remonter jusqu'à la naissance de la presse en France, il semble quand même nécessaire d'examiner son évolution depuis la Seconde Guerre mondiale, et les nouvelles règles édictées à la Libération qui ont conditionné son fonctionnement – notamment sa distribution sur tout le territoire national.

Grosso modo, avant-guerre, la presse dite d'opinion était aux mains de patrons qui mettaient leurs tribunes au service de partis ou courants politiques. Les plus puissants étant évidemment progouvernementaux, et financés principalement par la publicité (ou les réclames, comme on disait alors). Certains journaux échappaient à cette contrainte de financement par la publicité soit parce qu'ils étaient l'émanation directe de partis politiques, principalement d'opposition socialiste (au sens large de ce terme), soit, et c'était plus rare, parce qu'ils avaient un lectorat suffisamment important leur permettant d'équilibrer leur budget (exemple : *Le Canard enchaîné*).

La Seconde Guerre mondiale va bouleverser le paysage de la presse en France. À partir de la défaite française et de l'occupation allemande en 1940, nous assistons à trois attitudes :

– Le sabordage de certains titres qui décident de ne plus paraître ou alors clandestinement (c'est le cas entre autres du *Canard enchaîné*, de *L'Humanité*, de périodiques de tendance révolutionnaire ou syndicaliste).

– La parution uniquement en zone libre (juin 1940) de titres comme *Le Figaro*, *Paris-Soir*, etc.

– La parution en zone occupée, c'est la presse collaborationniste comme *Le Matin*, *Je Suis Partout*, etc.

Dans la foulée du débarquement des troupes alliées en Normandie et en Provence et de la libération progressive du pays, et notamment de Paris, la presse va évidemment connaître un nouveau bouleversement. À partir du 18 août 1944, la presse collaborationniste devient muette. Dès le 21 août 1944, nous assistons à la parution (ou reparution) de *Combat*, *L'Humanité*, *Libération* (première version de D'Astier de la Vigerie), *Franc-tireur*, *Sud-ouest*, *Ouest-France*, *Voix du Nord*, *Parisien «libéré»*, *Dauphiné «libéré»*, *Maine «libre»*, etc., puis plus tard *France-Soir* (novembre 1944) et aussi, pour répondre au souhait de de Gaulle, *Le Monde* (décembre 1944), qui

verra la naissance de la première société de rédacteurs actionnaires d'un quotidien.

Depuis des mois, les organismes de la Résistance et du gouvernement provisoire de la République française préparaient cette refondation de la presse. La liste des journaux autorisés à paraître est fixée ; les installations et imprimeries de la presse d'occupation sont reprises et attribuées aux nouveaux organes d'information, le papier est contingenté : les premiers temps, chaque journal doit se contenter d'une feuille recto-verso. La distribution va également être réexaminée : le comportement collaborationniste des dirigeants de Hachette va adjoindre cette entreprise à celles déjà frappées « d'indignité nationale ». Son monopole d'avant-guerre est terminé mais au nom de l'efficacité, son système de distribution lui permettra de faire partie de la nouvelle organisation – les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) – avec une participation minoritaire cette fois (49 % quand même !)

En plus des informations nationales et internationales et des articles traitant de problèmes pratiques, comme le ravitaillement, les éditoriaux donnent dans le lyrisme : c'est une période d'espoir pour une « *presse neuve dans une France libre* » (*Le Parisien libéré*). Le 24 août 1944, un certain Albert Camus rédige à la une de *Combat* un article passé à la postérité : « *Paris fait feu de toutes ses balles dans la nuit d'août. Dans cet immense décor de pierres et d'eaux, tout autour de ce fleuve aux lourds flots d'histoire, les barricades de la liberté une fois de plus se sont dressées. Une fois de plus, la justice doit s'acheter avec le sang des hommes...* »

Dans ce secteur aussi il sera appliqué une politique d'épuration à l'ancienne « *presse de trahison* » ou « *presse indigne* » : leurs biens seront confisqués et donnés aux nouveaux journaux. Les responsables et journalistes de la collaboration sont jugés et condamnés, parfois à mort.

Dans l'euphorie de la Libération, certains journalistes jettent les bases d'une nouvelle conception de la presse : « *Que voulons-nous ? Une presse claire et virile, au langage respectable* » (Albert Camus encore). Comme on peut le voir, il fixait la barre très haut. Évidemment, passé le temps de l'enthousiasme, le niveau général de la presse allait inéluctablement baisser, et un titre aussi exigeant que *Combat* va voir progressivement ses ventes diminuer.

C'est en octobre 1945 que la Fédération nationale de la presse française publie la Charte de la presse reprenant les idées généreuses de certains journalistes qui souhaitent soustraire l'information au contrôle des coteries politiques et des financiers. Les grandes lignes sont : le devoir d'informer, le respect du lecteur, l'intérêt public, le droit de savoir, le respect de la vie privée, la protection des sources, l'indépendance à l'égard des pouvoirs politiques et économiques, etc.

Mais la pression économique va assez vite étouffer ces velléités d'indépendance ; dès le début des années 1950, la publicité est de retour dans la presse, confortant la situation économique de celle-ci, mais normalisant aussi son profil définitivement commercial, et la remettant sous la domination des partis et/ou de la finance. C'est cette situation que l'on retrouve aujourd'hui, mais avec des variantes : on assiste à une dispersion de la publicité (et donc de ses budgets) dans d'autres médias (radio, TV, Web, journaux gratuits, etc.)

De fait, en 2008, on pouvait constater pour la presse écrite une baisse des revenus de la publicité de 4 % ; les « gratuits » eux-mêmes accusaient une baisse de près de 7 %. Force étant de constater que les médias « papier » n'ont ni la réactivité de la radio ou de la télévision, ni l'interactivité du Web.

Si l'on détaille le coût d'un quotidien, on obtient ces chiffres : rédaction : 15 à 25 % ; fabrication et impression : 15 à 25 % ; matières premières : 10 % ; distribution : 15 à 25 % ; frais de régie et promotion : 10 % ; frais généraux : 10 à 20 %.

Mais revenons à l'immédiat après-guerre : l'ancienne loi qui régissait la presse va être remplacée le 2 avril 1947 par la loi dite Bichet (du nom du député MRP qui l'a proposée : Robert Bichet). Ses caractéristiques sont les suivantes : liberté de choix de l'éditeur ; égalité des éditeurs quant à la distribution ; solidarité entre éditeurs et coopérateurs ; liberté d'accès au réseau pour tout éditeur.

La gestion de la distribution de la presse va être confiée à un nouvel organisme : les NMPP, devenues aujourd'hui Presstalis, constitué par cinq coopératives (51 %) et Hachette (49 %). En voici ses principes : admission obligatoire de tout éditeur dans la coopérative de son choix ; garantie de l'égalité de traitement pour la distribution (aucun titre ne devant être favorisé par rapport à un autre) ; application d'une péréquation des coûts et des tarifs (les « gros » payent pour les « petits »).

Tout cela sous le contrôle du Conseil supérieur des messageries de presse constitué de : six représentants des ministères suivants : Économie, Finances, Affaires étrangères, Transports, Postes et Communications, Culture ; trois représentants des coopératives de messageries (Coope-Presse, MLP, Presse périodique) ; neuf représentants des organisations professionnelles de presse (presse parisienne, presse quotidienne régionale, presse magazine et d'opinion, presse spécialisée) ; deux représentants des dépositaires de journaux et publications ; un représentant des entreprises de distribution ; trois représentants du personnel de ces messageries ; le président de la SNCF ; le président d'Air France ; le président de la Fédération nationale des transporteurs routiers.

À cette liste de membres décisionnaires s'ajoutent les membres siégeant à titre uniquement consultatif, entre autres les représentants des organisations syndicales des kiosquiers et libraires ou maisons de la presse.

Au fil des ans, la loi Bichet va peu à peu être détournée pour imposer au diffuseur (kiosquier ou libraire) tout type de presse, alors que l'esprit de cette loi concernait surtout la presse d'opinion.

Pour finaliser la distribution (notamment dans les villes de plus de 500 000 habitants), on a confié la gestion des kiosques (implantation et entretien) à Mediakiosk (ex-AAP) qui est une filiale de Presstalis, et est financée par les affiches publicitaires qui sont apposées sur ces kiosques et par une redevance versée par les kiosquiers (redevance dont une partie est reversée à la ville pour occupation du sol). C'est évidemment encore une fois les recettes publicitaires qui composent la source de revenus la plus importante pour Mediakiosk. En 2010, pour environ 800 kiosques on note une augmentation du chiffre d'affaires publicitaire de 20 %.

Rappelons que Presstalis n'est pas une entreprise publique mais une SARL privée sous contrôle des éditeurs se composant, nous l'avons dit, de cinq coopératives (51 %) et de Hachette (49 %) avec : un conseil de gérance composé de cinq gérants des coopératives + trois gérants de Hachette ; une direction générale qui applique les décisions du conseil de gérance, propose le budget, assure la gestion de l'entreprise.

Presstalis (ex-NMPP) n'a plus tout à fait le monopole de la distribution qui se répartit ainsi désormais : Presstalis + Transport Presse (sous-traitance confiée à Presstalis), soit 85 % ; MLP (Messageries lyonnaises de presse), soit 15 %.

Cette structure représente 679 éditeurs réunis en coopératives : niveau 1 : Presstalis ; niveau 2 : 180 dépositaires ; niveau 3 : 30 000 diffuseurs (environ) répartis dans 620 kiosques (dont 330 à Paris, 770 Relay H, 3 245 points de vente dans les grandes et moyennes surfaces (GMS), 15 150 tabac-presse, 1 100 Mag-presse, 700 maisons de la presse, plus autres points : stations-services, petits commerces divers, etc.

Ce système permet d'assurer chaque jour, à peu près à la même heure, la distribution de 26 quotidiens (+ 80 quotidiens étrangers), 2 200 magazines (+ 950 étrangers), 4 000 références de produits hors presse. Le volume d'affaires annuel est de 2,56 milliards d'euros (pour un pourcentage global d'invendus de 42 %).

Tout ce bel édifice a été chamboulé depuis 2010 par une énième restructuration qui a débouché à la fin de l'année dernière sur une grève particulièrement dure[1]. Presstalis étant déficitaire de 24 millions d'euros, que ni l'État ni Hachette (Lagardère) ne voulaient verser, un accord était finalement signé entre les ouvriers du Livre-CGT et Presstalis. Accord fragile et ne concernant

pas les cadres qui seront « restructurés » plus tard. Et surtout Presstalis a changé les règles ; les livraisons étaient déjà sous-traitées, c'est maintenant la distribution des publications qui l'est par le biais de Géodis (filiale de la SNCF), Presstalis ne conservant que la distribution des quotidiens. Cette restructuration s'annonce comme une véritable entreprise de démolition d'un système qui fonctionnait tant bien que mal. En ce sens, la refonte en région parisienne des trois dépôts actuels en un seul tient plus d'une casse systématique que d'une réorganisation. Les conditions de travail des salariés de Presstalis, pour ceux qui ne sont pas poussés vers la sortie, se dégradent d'année en année ; même chose pour les diffuseurs (kiosquiers et libraires) pour qui on peut carrément parler de problèmes de survie, les différentes grèves menées ces dernières années par leurs syndicats – entre autres le SNDP (Syndicat national des diffuseurs de presse, CGT) – peuvent en témoigner. Plus grave à notre sens : la refonte des tarifs facturés aux éditeurs qui met fin au système de péréquation des coûts de distribution prévu par la loi Bichet. Les « gros » éditeurs ne paieront plus désormais pour les « petits ». Il est clair que l'existence même de la presse d'information politique est gravement menacée. Pas celle des *news* ou journaux appartenant aux grands groupes (Le *Point*, L'*Express*, Le *Figaro*, etc.), mais par contre les nouvelles mesures visent toute cette presse d'opinion, indépendante, alternative, non financée par les habituels marchands d'armes qui sévissent dans ce milieu. Autrement dit, les deux prochaines années vont voir disparaître des kiosques, voire disparaître tout court, un tas de titres à faible tirage qui seront noyés sous les problèmes financiers. À part la presse militante, les exemples de périodiques comme *Le Canard enchaîné* ou *Charlie-Hebdo* ne faisant pas appel à la publicité sont plutôt rares. Ce qui auparavant méritait le qualificatif de « presse libre » consistait en titres financés par la vente au numéro ou par les militants ; les associations ludiques ou politiques éditaient des revues et étaient soutenues par les lecteurs ou les galas de soutien. La presse libertaire en est un bon exemple : l'individualiste Zo d'Axa finança ses journaux (*La Feuille* ou *l'En-Dehors* – première version) grâce à des petits héritages ; Sébastien Faure édita son *Encyclopédie anarchiste* grâce à des souscriptions complétées par la solidarité active d'Ascaso et de Durruti rencontrés au cours d'un de leurs « séjours » parisiens, et qui détenaient un reliquat d'argent de leurs précédents braquages de banques (ce qu'on appelle aussi « reprise individuelle »). Quant à notre *Libertaire* devenu ensuite *Le Monde libertaire*, il n'a pu être édité qu'à partir de souscriptions et de galas de soutien annuels, grâce au concours d'artistes partageant notre idéal, comme Georges Brassens, Léo Ferré, Léo Campion, Jacques Debronckart, Bernard Lavilliers, François Béranger, Serge Utgé-Royo et bien d'autres. En revanche, nous n'avions pas, comme d'autres, le soutien de certaines ambassades de pays dirigés par des « partis frères ». La presse du PCF a largement profité de l'aide du grand frère « soviétique », ne serait-ce qu'avec les abonnements « recommandés » de certains de ses titres auprès des bibliothèques de nombreuses communes d'URSS. *Idem* pour certaines publications d'organisations maoïstes françaises reconnues et soutenues par Pékin. Ces appuis ayant aujourd'hui disparu, on peut constater la situation catastrophique de ces publications, L'*Humanité* en étant même à devoir accepter la participation financière d'un Lagardère (l'argent n'a vraiment pas d'odeur !). Et que dire d'une presse dite indépendante, style *Libération* (avec la banque Rothschild comme actionnaire) ou *Les Inrockuptibles* (banque Lazare) ? Quant à la presse de droite, rien de nouveau, les grands groupes financiers, et notamment les marchands d'armes, tiennent toujours les cordons de la bourse, ce qui leur permet de soutenir la politique de leurs représentants au Parlement (comme à chaque campagne électorale, nous pourrons le vérifier en 2012). Les temps qui viennent s'annoncent difficiles pour la presse anarchiste, et donc pour *Le Monde libertaire*. Cette réforme des tarifs de Presstalis est une véritable attaque contre la diffusion des idées et donc contre la liberté d'expression. La boucle est bouclée, l'esprit enthousiaste qui avait émergé à la Libération, appartient définitivement au passé.

À nous de lutter contre l'asphyxie économique programmée par le réseau de distribution, entre autres en développant les ventes militantes et les abonnements à notre *Monde libertaire*. Une dénonciation de cette atteinte à la liberté de la presse et une riposte coordonnée de la presse indépendante et alternative seraient le minimum à réaliser face à la violence du système qui nous remet en mémoire cette déclaration d'Albert Camus (toujours lui) : « *J'ai compris alors que je détestais moins la violence que les institutions de la violence.* »

R. P. et P. S.

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1618 : « Grève à Presstalis ».

Je célèbre ce jour Armand Robin

L'homme à qui j'EN veux le plus !

Partie 1

Je NE veux pas de la mort d'Armand Robin il y a cinquante ans...

(Armand Robin écrivait : « Je ne veux pas de la mort de Mikiewicz il y a cent ans. Ces derniers mois j'ai rencontré ce poète partout. Il a notre âge », nov. 1955.)

Roger Dadoun

COMMÉMORANT avertissement. Autant prendre les devants, dès maintenant, pour ce qui, probablement, n'aura pas lieu : une « célébration officielle » du cinquantenaire de la mort, le 30 mars 1961, à l'infirmerie spéciale du dépôt de la préfecture de police de l'Hôtel-Dieu, de l'écrivain, traducteur et militant anarchiste[1] Armand Robin. Je me propose donc, en ces jours effarants de 2011, et par stricte et singulière volonté, de commémorer l'anniversaire de la mort – demeurée non élucidée, de l'écrivain lucide, inlucidement non-connu – d'un auteur qui figure aujourd'hui pour nous, sous les feux de ceux qui rampent, la non-notoriété, la non-visibilité. Et je prends, pour ce faire, le détour le plus inattendu, le plus singulier qui soit, celui qui va chercher à la racine la plus secrète des rapports humains, là où le « vouloir » le cède à l'« EN vouloir », à « EN vouloir à... » ; j'exploite, autant que faire ou « non-faire » se peut, le « non » et son équivalent « sans » – négations qui constituent chez Robin l'épine dorsale, la colonne foreuse, excavatrice de ses textes (*Ma vie sans moi*, *L'Homme sans parole*, *Poésie sans passeport*, « *non-traduction* »). J'avance cette célébration comme une mise en perspective paradoxale et fraternelle, lestée non sans désespoir du poids allégeant, et qui vaut allégeance, de cette annonce : je commets vivant Armand Robin, l'homme à qui j'EN veux le plus !

Comment EN (NE) vouloir à...

J'EN veux à Armand Robin. S'il y a un écrivain à qui j'EN veux le plus, c'est bien lui. Pour toutes sortes de raisons, dont je ne livrerai que les principales, relevant quasiment de l'évidence – les autres, les secrètes, les ténébreuses, demeurant, elles (c'est imprécisément l'« EN »), enfouies dans on ne sait quelles cryptes de l'inconscient, couvées ou cuvées dans l'ombilic des mots. Je sors ici les griffes de mes griefs, tout en abandonnant l'« ahan » trop accablant de ce « EN » lourdingue obscur fonçant sur nous en lettres capitales (l'EN étant renversé en NE, rassemblant ainsi en lui toute l'énergie du « Ça » de la psychanalyse). Je lui en (des minuscules, désormais) veux de me contraindre à parler de lui – lui qui est pardessus tout homme de parole et d'écoute, et n'a nul besoin d'un quelconque « communiquant », terme qu'il exécrerait ; je lui en veux de devoir prendre sa défense – lui dont l'œuvre et les activités ont une telle poigne, levée, et une telle rigueur que nul défenseur ne saurait être requis ; je lui en veux de l'ainsi mettre en avant, sur le « devant » (en latin *ob*) de la « scène » médiatique, le tirant du coup vers l'« obscène » – lui qui en quelques mots, en quelques formules lapidaires, pulvérise les obscéniques poses et lèches, mensonges et « niaiseries » dont s'empiffrent et se farcissent maîtres des lieux et leurs valetailles. Suffit d'ouvrir la télé : noms et faces de politiciens, journalistes, animateurs, truands et frimeurs en tous genres vous sautent au visage, faces de boucs lubriques, de chiens jappant, de louves voraces, de poules coquetantes, de renards chapardeurs, faune téléastique devenue domestiquement omniprésente, dont les dentures éblouissantes éblouies et les yeux allumeurs allumés s'affichent et se succèdent en cascades comme écus d'or croulant d'une machine à sous (c'EN est une).

Je lui en veux de m'obliger à utiliser, d'entrée de jeu, et pour pouvoir rentrer dans son propre jeu à lui en dressant une espèce

de « bulletin d'écoute », des expressions auxquelles habituellement je répugne, dont la tournure superlative « le plus », qui aujourd'hui arpente tous les trottoirs, tsunamise rues et boulevards, engorge presses et chaînes des bêlements et flagorneries journalistiques et politiques agglutinés à quelques glaireux gargarismes de glosants « philosophes ». Suffit d'ouvrir une radio : « le plus grand », adorné d'un « absolument », prolifère en tous sens, polysémillant, à s'en dévisser les vertèbres et déglutir sa langue de bois. Jaillit, couramment associé à ce « le plus » absolu, l'absolu mot « génie », distribué à tous vents : mot qu'à seulement le prononcer (« génial » !) celui qui le prononce s'y croit, et s'en accroît – voyez-vous ça, c'est fort de café, ça – et s'en fait même miroir et miroitement. Les mimiques de l'auto-éblouissement se pressent au portillon du petit écran – pour une lancinante monstration (ils se sacrent « monstres », en plus !), et fabuleux rapport qualité-prix (qualité : néant ; prix : exorbitant). J'éviterai donc de déclarer que Robin est le plus grand traducteur que je connaisse (que l'on me cite un « le plus » que lui – et j'ouvre derechef son robinet à langues, les trente ou quarante langues qu'il a pris à la gorge, littérairement parlant, lui, l'homme à la voix de gorge profonde), et j'éviterai conséquemment d'affirmer qu'il a, ou, mieux, qu'il est le « génie » de la traduction – tel que, parcourant allègrement tant de territoires de vivace création langagière, il est parvenu, lui haut couturier virtuose cousant ses textes au point du « non », au fil du « sans », à nous donner à désirer et à sentir ce que pourrait être, en son poignant murmure, une « outre-langue » – originelle, première, matriciante, d'humanité.

« Oh les beaux jours » du NON

Quel nom donné, outre l'outrance, à cette « outre-langue ? Laissant toute sa noblesse et son charme propre, élégamment valéryen, au genre « traduction de... » auquel se consacre tel ou tel traducteur connu ou inconnu (*tradutore* qui, s'il travaille juste, serait-ce pour d'exsangues rémunérations, n'est nullement, comme aiment dire les cuistres, un *traditore*, un « traître » trahissant le texte originel, mais bien au contraire un « auteur » qui, par l'apport de sa propre richesse langagière, accroît – du latin *augeo*, « augmenter » – la qualité et les vibrations intrinsèques du texte premier), on pourrait dire de Robin qu'il est le plus grand « traduisant », le praticien fulgurant d'une « traduisance », ou mieux d'une « transduction » – si l'on veut bien entendre en ce « trans » le souffle d'une originaire « transe » poétique qui nous conduise (duction, de *ducere*) vers l'être primordial, « métaphysique », de la langue – son « âtre calme ». Le mieux serait encore de reprendre son propre terme, « non-traduction » : en cette expression s'avère le « génie » même de Robin, rare génie, qui est génie du rare, génie du « non », génie du « sans » (c'est peut-être bien lui, en vrai, « l'homme sans qualité », l'outre-Musil par excellence), génie du retrait (tel le *tsimtsoum* kabbalistique divin, qui vaut suprême prescription humaine), génie de l'évidement, génie du « rien » (son autre mot favori) – le nihilisme pur de l'anarchie, qui ingère le « rien » pour le recracher semence.

Robin, à 17 ans, devant son chêne de Gwas-Kae. Photo-montage Liber-terre, 2002.

Il s'est voulu, délibérément, on dirait presque mystiquement (la « raison ironique » toujours précieusement préservée) : non-génie – « non-génie » pour « non-traduction », où le « non », facteur de vérité, ainsi envoyé passionnément en uppercut oxymorique, désignerait une forme souveraine, ouverte à tous sens, de traduction créatrice – par delà mots, sens, rythmes, musiques et non-dits, qu'elle se garde bien d'embarquer dans quelque nymphatique non-nef que piloterait une non-muse. (Plus d'un, cependant, tentèrent d'embarquer Robin dans une nef des fous : Robin rappelle qu'Aragon le désigna – à quelle police littéraire ? – sous le nom d'« Abraham Robinovitch fuyant l'URSS avec Victor Serge » – la police, elle, le débarqua, tenu pour « dingue », cellulairement, à l'Hôtel-Dieu.) Ce à quoi nous engage la « transduction » ou « non-traduction » pratiquée par Robin, telle que rendue lisible, visible (là réside véritablement la vraie « visibilité ») dans les textes de *Poésie sans passeport*, *Écrits oubliés* et autres, c'est à nous mettre hardiment, joailleusement (oh, comme nous les entendons se croiser, caramboler en jeux de perles de vers, tous ces mots par lui ouvragés enfilés diamants !) à l'école du NON – la seule école, peut-être (qu'on m'en cite une autre, et je m'« écraserai » platement d'un « oui » –

néanmoins grevé de l'indispensable «mais!»), capable de dégonfler les baudruches politiciennes et médiaticiennes qui nous «gonflent», nous dévorent l'espace, nous exténuent le souffle, moulinent notre temps vivant en fumeuse et marécageuse écume où s'enlisent, hallucinés, théâtralisés en habillage à la Beckett, nos rêveries d'«oh, les beaux jours!».

Chiffres fous pour outre-vie

«Au final», comme on dit (comme si l'on pouvait parler de final), «le plus grand» et son compère le «génie» nous ont bien eus, au contournement de l'œuvre. Alors, eux là, il faut bien se résoudre à fournir quelques mesures. Selon sources et compétences, qu'auréole la rumeur, Robin aurait travaillé sur au moins vingt-cinq à trente langues, plus même, aux dires des plus enthousiastes. Dans sa présentation du recueil de traduction *Poésie sans passeport*, aux éditions Ubacs (1990), Françoise Morvan, qui a beaucoup œuvré sur Robin, précise, dans une note, que «*Dominique Radufe a recensé quarante et une langues mentionnées dans le* Bulletin d'écoute bi-hebdomadaire *qu'Armand Robin rédigeait pour une trentaine puis une quarantaine d'abonnés* [...]. *On répertorie des traductions de vingt-deux langues (allemand, anglais, arabe, breton, bulgare, chinois, espagnol, finnois, flamand, gallois, hollandais, hongrois, italien, kalmouk, macédonien, ouighour, polonais, russe, slovène, suédois, tchèque, tchérémisse) et des traductions possibles de l'hébreu, du gaëlique, du japonais, du grec et du latin (entre autres). Cela ne donne aucune indication sur la connaissance que Robin pouvait en avoir*». Une liste, plus qu'exhaustive, propose en note sur le web cet impressionnant dénombrement: «*Dans le Tableau des langues écoutées* [pendant les années 1955-1961], *page 127 de* La fausse parole, *édition 2002 du* Temps qu'il fait, *on trouve par ordre: allemand, anglais, arabe, bulgare, chinois, espagnol, français, hindi ourdou, hongrois, italien, polonais, portugais, roumain, russe, serbo-croate, suédois, tchèque, ukrainien et aussi albanais, araméen, arménien, bahasa, bielorusse, catalan, espéranto, estonien, finnois, grec moderne, hébreu, irlandais, japonais, latin, lituanien, macédonien, malais, mongol, norvégien, slavon (vieux), slovaque, slovène, yiddish.*»

Vaste, en outre, est l'éventail des auteurs qu'il a doublés en langue, au double sens du terme: doublé dans l'autre langue, la française, et doublé dans son débordement, la poésie. Son «tableau» de chasse, pour le dire vulgairement, mobilise «les plus» grands maîtres, les «génies» enlistés et parfois même «empléïadés» dans le «patrimoine» universel – comme ne dirait pas Robin, qui serait pourtant «le plus» qualifié pour en parler. Il traduit du persan les *Rubayyat* d'Omar Khayyam; de l'arabe le poète Imroul'qaïs (VIIe siècle); il traduit Goethe et Shakespeare, les poètes hongrois Ady et Attila Jozsef, le Polonais Mickiewicz, l'Espagnol Lope de Vega et le Sud-Américain Ricardo Paseyro, l'Italien Ungaretti, l'Américain Poë, les Russes Pasternak, Maïakovski, Essénine, Blok – il court même après le Chinois Tou Fou. Il s'attache, panachant sa non-traduction de coquetterie, à des langues aussi rares que le tchérémisse des prairies, lequel tchérémisse n'est ni un cavalier ni un yoghourt, mais, comme le précise le dictionnaire, «une langue finno-ougrienne de la Haute-Volga» – *and so on*.

En cette populeuse et pulpeuse Babel, qui donne le tournis, Robin circonscrit un centre de gravité, un axe impérieux autour duquel tourne l'entière humanité. Il le désigne clairement dans un poème de *Ma vie sans moi, Le Monde d'une voix* (Poésie/Gallimard, p. 128), où la quantité déconcertante vire en fringante qualité, chorégraphiée en ces termes:

Signes des hommes

Signes des hommes, voici pour vous mes nuits
Langue, sois-moi toutes les langues!
Cinquante langues, monde d'une voix!
Le cœur de l'homme, je veux l'apprendre en russe, arabe, chinois,
Pour le voyage que je fais de vous à moi
Je veux le visa
De trente langues, trente sciences.
Je ne suis pas content, je ne sais pas encore les cris des hommes en japonais!
Je donne pour un mot chinois les prés de mon enfance,
Le lavoir où je me sentais si grand.
Signes
De minuit jusqu'à l'aube, épanouie,
Parmi les fleurs tapies, puis épanouies,
Mi-vie, puis survie, vie, outre-vie!

Anti-Tour de Babel

Faisant tourner, en sa geste transductrice, sa mappemonde aux «cinquante langues», Robin s'emploie – son «métier» de poète et de journaliste – à tracer ou retrouver la trace, le tracé qui va «de vous à moi», la relation originaire sur laquelle est fondée cette forme primordiale d'humanité qu'est l'un-l'autre (l'«être-là-avec» de tout humain – il est difficile à la fois d'en sortir et d'en dire plus), l'axe central qui traverserait «toutes les langues» pour en faire sourdre leur sourde unité: «monde d'une voix», qui est voix du monde, monde qui est «monde d'une vie», vie qui est «vie sans moi» (ce «moi» si peu là au monde tout en y étant tout), un «sans moi» qui est «mi-vie» mais aussi, par ce vidage même, qui déleste et leste, plus que «vie», «outre-vie» – laquelle ne saurait être rien d'autre, en cette liaison «de vous à moi» (nous EN sommes tous là, n'est-il pas vrai, ludions surfant trampolinant en ce EN, sur haute et concrète «métaphysique»), que l'humanité en son essence, qui est «signes des hommes», «cœur de l'homme», «cris des hommes».

Robin dessine une perspective singulière, qui pourrait être qualifiée à première vue d'«utopique»: à la fois *antébabélienne*, écho du temps édénique où l'humanité parlait d'une seule voix (tu parles!), au point d'exciter la jalousie des dieux (mythe de la Tour de Babel, figure de Prométhée en son piton), et *antibabélienne*, car récusant et dénonçant la malédiction divine qui fait de la pluralité des langues la source des écarts, heurts, conflits, maux et malentendus entre les hommes qui, n'arrivant plus à se parler, à s'entendre, s'entrecognent et s'entretuent. Contre la vision biblique de la Genèse, qui raconte que Babel fut un embrouillamini (Babel, de l'hébreu *bâlal*, «brouilla, *babélisa*»; Babel n'est plus, étymologiquement, «Porte de Dieu», mais «ville d'embrouillement», cf. La Bible, Osty, Genèse, 11, 1-9), un Robin «anti-Tour de Babel», comme il se proclame, fait de la mosaïque des langues une fresque multipliant en tous sens les coruscants et résonants éclats de la parole humaine. Écoute donc bien ceci, *ô petit homme* (Reich: «*Écoute, petit homme*»), *ô man, ô Adam kadmon*, entends ce primordial *bereshith*: avant de parler ta langue, langue de ton pays («bien-aimé», comme tu t'en targues), de ta «race» (tu te la tagues en tête, bêta), «tu parles homme, tu es homme de parole – *homo loquens*! Il appartient à la poésie, telle est sa vocation, et telle son essence, de nous restituer, à travers le génie unique de chaque langue, cet élan créateur moteur de toute humaine parole. Pour le dire plus crûment (le cru du «langage cuit» – salut à toi, ô Desnos), il s'agit de faire rendre gorge à la langue, d'aller fouiller la langue jusqu'au tréfonds de la gorge pour atteindre une sorte de point de gorge imaginaire: premier, ombilical, matriciel, où se concocterait brut l'enrouement natif de la parole.

(S'il est vrai qu'une analogie ne fait pas preuve, elle n'en invite pas moins à tenter l'épreuve d'une homologie, telle celle qu'ici nous proposons: la psychanalyse, si profondément attachée à la parole, au «parlêtre» comme ils disent, ne serait-elle pas née de ce que, dans son premier grand rêve [«rêve du 23 au 23 juillet 1895», «le premier rêve... soumis à une analyse détaillée», dit «rêve d'Irma»], Freud se voit farfouillant dans la gorge béante de sa patiente Irma, pour y voir, pour y lire, pour en détacher et élire «une grande tache blanche» qui sera l'écran blanc où viendra s'inscrire et discourir son invention, gorge figurant les «propylées» – image associée au «propyle» du rêve –, la grande porte par laquelle la psychanalyse fera son entrée?)

R. D.

À suivre...

1. Robin a été secrétaire de la Fédération anarchiste de la région sud de Paris et de la Seine.

Portugal : le bon élève qui fait faillite

Charles Reeve

En mars 2011, quelques semaines avant la chute du gouvernement, le Premier ministre socialiste, Socrates, abaisse le taux de TVA frappant les terrains de golf de 23 % à 6 %. Devant la perplexité générale, il explique que ce secteur touristique va permettre au Portugal de sortir de la crise… Puis, deux jours avant que le pays ne demande l'« aide » financière de Bruxelles, les mairies de Porto et de Faro annoncent que les cantines scolaires resteront désormais ouvertes pendant la période des vacances, afin que les enfants puissent prendre au moins un repas par jour. Ces deux anecdotes soulignent à la fois l'arrogance de la classe politique et l'appauvrissement général de la société portugaise.

Dix ans après avoir été classé « *bon élève de l'intégration européenne* », le Portugal en faillite fait la une des médias qui découvrent, d'un côté, la pauvreté et les inégalités sociales, de l'autre, les dépenses ostentatoires de la bourgeoisie.

Certes, le capitalisme est un système de classes fondé sur l'inégalité sociale, et le petit Portugal n'y échappe pas. Comme il n'échappe pas non plus aux conséquences de la période néolibérale caractérisée par un fort déplacement des revenus au profit du capital.

Quelques chiffres aideront à revenir à la réalité. Au Portugal, le revenu mensuel moyen est de 1 000 euros mais il chute de moitié dans les régions pauvres du pays. Sur une population de dix millions d'habitants, plus de deux millions sont des retraités, dont à peine 10 % touchent des pensions dépassant les 1 500 euros, la valeur moyenne mensuelle des retraites étant de 380 euros. Près d'un million de personnes, surtout les jeunes, travaillent sous contrats précaires, et un million trois cent mille personnes survivent avec les 189 euros du RMI local. Le taux de chômage est de 11 % et, depuis quelques années, celui de la pauvreté est reparti à la hausse. Enfin, le taux d'émigration s'est rapproché de celui des années soixante du siècle passé.

L'État portugais est aujourd'hui lourdement endetté et n'a même plus les moyens de continuer à emprunter à des taux faramineux pour honorer le service de la dette. Il vient ainsi d'être mis sous le contrôle direct de Bruxelles.

Avant de décoder le discours de la novlangue économique sur la dette, il importe de revenir sur le processus même qui a amené à cette situation.

Le Portugal est un cas exemplaire de l'« intégration européenne » : les sociétés pauvres de la périphérie ont été, de fait, pillées par les entreprises et les banques des grands centres capitalistes européens. La faible économie locale de naguère a été détruite. Dans le secteur agricole, l'exode, l'abandon des champs, la spéculation immobilière touristique et les aides européennes à la mise en jachère des terres ont abouti à l'effondrement de la production. Jadis pays agricole, le Portugal importe aujourd'hui un tiers de ses besoins alimentaires.

Pendant quelques années, les bas salaires ont attiré des industries à forte concentration de main-d'œuvre peu qualifiée, cela jusqu'à l'adhésion des États d'Europe centrale. Subsistent aujourd'hui un petit nombre d'entreprises modernes et quelques sociétés sous-traitantes des multinationales, mais le tissu social est exsangue.

L'escroquerie du discours sur la dette

Ce qu'on appelle l'« aide » de Bruxelles ou du FMI n'est que la poursuite de prêts, à des taux à peine plus bas que ceux du marché financier privé. En réalité, cette « aide » constitue une aide au secteur bancaire européen qui va ainsi pouvoir continuer à toucher les intérêts de la dette. C'est la continuation du paiement des intérêts qui compte pour les banques, la dette ne sera, elle, probablement jamais remboursée. Ce qui semble déjà se confirmer pour le cas grec.

Outre assurer le service de la dette, l'État doit aussi couvrir le financement de ses propres dépenses. Il y a celles dites de « relance » censées entraîner la reprise économique. Allouant de l'argent aux grandes entreprises européennes de travaux publics et à quelques sous-traitants locaux, ces dépenses parviennent à peine à peser sur le niveau de l'emploi.

Au Portugal, comme partout, les mesures de rigueur obéissent à une même logique : réduire drastiquement les salaires. Ce qui, dans l'esprit des capitalistes, encouragera les investissements. Or l'argument est insoutenable dans la société portugaise où la pauvreté sociale est structurelle et la précarité du travail une des plus élevées d'Europe, et où la baisse de la part des salaires dans la richesse produite a commencé bien avant le début de la crise. Après avoir appauvri les travailleurs de l'industrie, les plans d'austérité du gouvernement socialiste ont raboté le niveau de vie des classes moyennes : fonctionnaires, enseignants, etc. – allumant le feu de la révolte dans des secteurs auparavant pacifiques.

Crise sociale et crise politique

Début avril, les médias ont largement discouru sur l'instabilité politique du pays, en l'expliquant par la vie politicarde qui se déroule au-dessus des têtes des simples quidams. Rien de plus faux, car la chute du gouvernement a été précipitée par une crise sociale qui n'est pas d'aujourd'hui, caractérisée par une multitude de grèves et d'imposantes manifestations de rue. Pour les syndicats – parmi lesquels domine la CGTP, contrôlée par le Parti communiste – ces journées d'action sont organisées avant tout dans le but de canaliser le mécontentement vers une voie négociatrice. Le fait est que la participation aux grèves tend à être massive et combative. La dernière journée de grève générale du 24 novembre 2010 a mobilisé les secteurs privés et publics, et l'on a assisté – pour la première fois depuis la révolution des Œillets – à la formation de piquets de grève, à des tentatives d'occupation et à des appels à la prolongation du mouvement.

À la fin de 2010, certains signes indiquent que le mécontentement a grimpé d'un cran. Tout d'abord, la présence dans les manifestations de petits groupes anticapitalistes qui expriment une radicalisation de la jeunesse précarisée. Au point que le service d'ordre de la CGTP est intervenu pour empêcher la « contamination » de ses cortèges.

Il y a eu ensuite l'événement Deolinda. Début 2011, ce groupe de rock connu produit une chanson au titre provocateur, *Parva que sou !* (Quelle conne je suis !), et qui clame : « *Je suis de la génération qui ne supporte plus ! / Quel monde si con / où l'on doit étudier pour devenir esclave.* » Diffusée sur YouTube, la chanson prend une dimension politique et devient emblématique de la « génération précaire ».

Et puis, le 12 mars 2011, on passe abruptement du showbiz et de la mauvaise poésie au concret. Un appel à manifester, lancé sur les

réseaux sociaux par des jeunes se nommant Geraçao à rasca (Génération dans le pétrin), fait descendre une foule dans les rues des principales villes du pays : 300 000 personnes à Lisbonne, 100 000 à Porto et 6 000 à Faro. Une foule où se mélangent les générations, classes populaires et classes moyennes, où se côtoient patriotes drapeau au vent, punks, communistes, anarchistes, individus affichant des signes rappelant la révolution des Œillets. De nombreux slogans expriment une critique radicale de la société : « *Ni économie ni travail… Allez tous vous faire foutre !* » « *Une autre crise est possible !* ». Deux idées dominent : le rejet de la classe politique dans son ensemble et l'affirmation de l'autonomie dans l'action : « *Le peuple uni n'a pas besoin de partis !* » Et on voit réapparaître le mot *apartidarismo* (sans parti), forgé pendant de la révolution de 1974-1975.

Il y a dans la mobilisation du 12 mars 2011 plus de références aux révoltes tunisienne et égyptienne qu'aux révoltes grecques. Comme si le pourrissement de la démocratie politicienne était assimilé à une nouvelle dictature, au climat étouffant, dont il faut se libérer. De même, les allusions à la révolution de 1974 peuvent être interprétées comme le constat d'un projet émancipateur gâché.

Le discrédit du système parlementaire

Si cette première manifestation scelle le sort du gouvernement socialiste du moment, c'est le discrédit de l'ensemble de la classe politique qui s'y exprime. En trente-six ans, la confiance dans la démocratie parlementaire a fondu, les politiciens sont détestés, perçus comme des escrocs. Le Parti socialiste portugais a une responsabilité notable dans la construction de cette image. Sa *nomenklatura* est perçue comme un gang de prédateurs, nouveaux riches et affairistes, qui fait main basse sur tout ce qui peut apporter bénéfices ou privilèges.

Le Portugal est le premier pays d'Europe où un gouvernement de gauche, socialiste, se voit contraint de quitter le pouvoir devant la montée du mécontentement social provoqué par l'austérité.

Si la population est désorientée, la classe politique est déstabilisée par la crise. Alors que le discrédit du système parlementaire est grand, les partis ont été forcés d'affronter leur propre électorat. Le Parti socialiste portugais l'a fait prudemment : les mesures de rigueur à l'encontre du secteur public ont été, dans un premier temps, plus modérées que celles prises en Grèce ou en Irlande. Dans la mesure du possible, le PS a ménagé son électorat alors qu'il n'a pas hésité à attaquer violemment les travailleurs les plus pauvres. Instaurant de nouveaux critères de calcul des conditions d'accès au RMI, le gouvernement a réussi à rayer, en un an, trente mille familles de la liste des bénéficiaires.

Pourtant, à peine avaient-ils quitté la direction des affaires que les socialistes ont trouvé leur nouveau slogan électoral : « *Défendre le Portugal* » ! Démagogie nationaliste qui cache la défense de leurs intérêts mafieux qui risquent d'être mis à mal par l'intervention du FMI. Qui plus est, leurs trois plans de rigueur ont obéi à la même logique que ceux à venir, baisse des salaires, diminution des dépenses sociales, allégement du cadre juridique du marché du travail, protection des hauts revenus et de la classe capitaliste. En attendant l'arrivée du FMI, le Parti socialiste portugais a assumé sa tâche de sauvegarde du système.

Après quoi, le parti semblait en mauvaise posture pour poursuivre le sale travail. Il y avait urgence à ravaler le visage de la classe politique, même si tout le monde sait que les remplaçants issus du Parti social-démocrate de droite sont des clones des socialistes.

La contagion de l'attitude islandaise – refus du paiement de la dette – à d'autres pays de la périphérie pourrait entraîner l'effondrement du système monétaire européen ; générant enfin une situation de crise sociale unifiée en Europe. Faute de quoi, on observera un repli xénophobe sur chaque pays, comme en Finlande, avec des conséquences sociales encore plus dévastatrices. La poursuite des politiques actuelles, c'est « la politique du pire » pour la majorité de la population, au Portugal comme partout en Europe.

Un slogan a remporté un grand succès lors des récentes manifestations antinucléaires à Berlin, à la suite du crime capitaliste de Fukushima : « *Nos centrales nucléaires sont aussi sûres que nos retraites !* » On pourrait tout aussi bien dire que la maîtrise de l'économie capitaliste est aussi sûre que la maîtrise du nucléaire par la science. Le capitalisme est un système dangereux et les conséquences de sa crise devraient inciter à l'essor des pratiques émancipatrices. Car l'attentisme et la résignation n'apportent pas la sécurité. **C. R.**

On pourra lire avec intérêt : *La Mémoire et le Feu. Portugal : l'envers du décor de l'Euroland*, de Jorge Valadas, L'insomniaque éditeur, 2006.

Les anarchistes condamnent fermement l'attaque terroriste de Minsk

Une explosion très puissante s'est produite à l'heure de pointe à Minsk dans le métro Oktiabrskaya. Douze personnes sont mortes, plus de cent cinquante ont été hospitalisées.

Le 12 avril, le dirigeant du KGB biélorusse, Vadim Zaitsev, a donné ses trois versions de cet acte terroriste. « *Aujourd'hui nous avons trois versions. La première, la déstabilisation de la situation en Biélorussie. Je ne dirai pas qui est derrière ces tentatives de déstabilisation, mais l'existence de ceux qui n'apprécient pas la manière dont la société biélorusse est organisée est une donnée objective. C'est une tentative de semer la peur, la panique et le mécontentement contre les forces d'ordre, et donc du pouvoir lui-même. Deuxième version, l'implication des jeunes extrémistes. Il existe des représentants d'organisations des jeunes extrémistes. En ce moment on est en train de boucler une affaire criminelle sur les anarchistes. Nous n'excluons pas que de tels actes ont pu être commis par vengeance, surtout envers le KGB. Cette version est liée en partie aux dernières élections présidentielles, certaines personnes des organisations des jeunes voulaient participer aux événements de décembre, quand la manifestation des opposants a été dispersée par les forces de l'ordre avec les méthodes violentes. La troisième version, l'œuvre d'un malade non seulement mentalement, mais aussi au niveau de ses ambitions personnelles.* »

Nous ne savons pas qui est derrière l'acte terroriste à Minsk. Et nous n'allons pas jouer aux devinettes. Sans l'ensemble des données sur les organisateurs et les auteurs de ce crime, on ne peut que se livrer à des spéculations politiques stériles.

Mais nous pouvons dire avec certitude que les anarchistes n'ont aucun lien avec ce massacre. Nous sommes en colère et nous condamnons fermement les individus qui ont perpétré cet attentat.

Les adversaires des anarchistes sont le pouvoir et ses représentants. Les présidents, les ministres, les généraux, les propriétaires des grandes entreprises, ainsi que les policiers cruels, les procureurs sans cœur, les juges lâches, les fonctionnaires corrompus, les cadres supérieurs avares. Nos ennemis sont également les nazis, les maniaques-tueurs en série potentiels.

Les gens qui descendent sous terre pour rejoindre, entassés dans des wagons, leur lieu de travail, ce sont ceux et celles avec qui les anarchistes sont solidaires, et dont ils et elles font souvent partie.

On peut supposer que les généraux du KGB ne prennent pas le métro, pour les raisons qu'il reste à élucider. Quand bien même ils le prendraient, on y trouve surtout les masses travailleuses avec des revenus modestes, les étudiants et les retraités qui sont potentiellement des amis ou des proches des anarchistes. C'est pour cette simple raison que les anarchistes ne peuvent pas être liés à cette explosion.

Il faut aussi rappeler que les anarchistes biélorusses, dans l'affaire criminelle que le dirigeant du KGB mentionne dans son *speech*, sont accusés d'avoir incendié les bâtiments suivants : une banque, un poste de police, la clôture d'un centre de détention, un bureau du KGB, le bureau d'un pseudo-syndicat corrompu et propouvoir. Ils sont également accusés de l'incendie d'une voiture d'une ambassade, du piratage d'un site de l'administration d'une ville et d'une manifestation antimilitariste non autorisée sous les fenêtres de l'état-major biélorusse. Tous les incendies ont été allumés en pleine nuit. Les pertes humaines lors de ces actions ont été évitées. On voit donc que les cibles des anarchistes biélorusses sont de natures variées, et, même selon les enquêteurs, ces derniers respectent les vies humaines et n'utilisent pas d'explosifs.

Le collectif anarchiste
« Contre l'État, contre le capital ! »

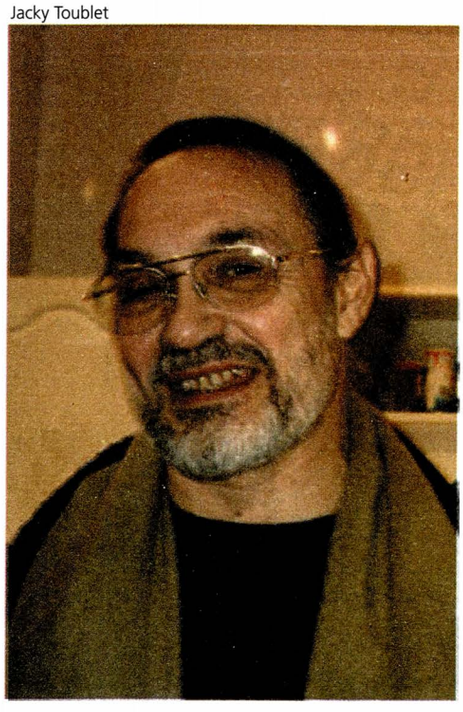
Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Les luttes syndicales des années 1970 et 1980

Extrait de l'interview donné par Jacky Toublet à la revue *Agone*

Jacky Toublet



Je reviens à l'après-1968 : toute une série de camarades, des vieux militants de la RP [Révolution prolétarienne], des autres groupes, de la Fédération anarchiste, de l'Union des anarcho-syndicalistes, des indépendants comme Lecoin, etc., décident de se réunir pour faire quelque chose… Ils se rencontrent dans une, puis plusieurs conférences nationales, à la Bourse du travail déjà, et ça discute, longtemps… De fil en aiguille naît un mouvement, enfin, un petit mouvement, qui prend comme nom Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste (Alliance syndicaliste) et qui se veut un regroupement d'anarcho-syndicalistes des différentes confédérations. Je suis partie prenante de cette création. Il reste entendu que chaque militant un peu averti du mouvement est venu jeter un petit coup d'œil pour voir ce qui se passait au cours des conférences nationales; puis il est reparti chez lui. Chez lui, ce sont les groupes anarchistes «spécifiques».

Or, le mouvement «spécifique» libertaire est en pleine révolution, si on peut dire…

Une scission s'est produite à la Fédération anarchiste, et une partie des groupes scissionnistes ont fondé l'Ora (Organisation révolutionnaire anarchiste), qui a eu, pendant quelque temps, une certaine influence. C'est de cette organisation que provient Alternative libertaire.

L'orientation qui dominait, à l'époque, consistait à constituer des collectifs autonomes d'entreprise, et nombre de jeunes militants snobaient les syndicats. Beaucoup de copains, dont Thierry Renard et Patrice Spadoni (tout jeunes mais qui sévissaient déjà) ont fait leurs premières armes dans ces collectifs. Ils diffusaient un bulletin appelé *Le Postier affranchi*. J'allais oublier Henri Cellier, qui est aujourd'hui à Sud-Rail. Les débats allaient bon train dans tout le mouvement; la plupart des questions politiques qui avaient été étouffées par le stalinisme étaient examinées de nouveau: les collectifs ouvriers étaient-ils des embryons de soviets? On reparlait de la gauche allemande, de l'AAUD et du KAPD, le parti communiste ouvrier allemand, les vrais gauchistes, les gauchistes historiques…

Vers 1974, à l'occasion de deux grèves importantes, celle des postes et celle des banques, les copains les plus lucides ont finit par constater que les collectifs ouvriers ne servaient à presque rien dans les grèves: ceux qui décidaient, c'étaient les syndicats. Les grèves étaient commencées par les syndicats, gérées par les syndicats, terminées par les syndicats. Il y avait toujours moyen de faire un petit peu quelque chose dans les entreprises et les centres de tri, mais rien de déterminant. Un débat dans l'Ora s'est donc amorcé pour changer de position, c'est-à-dire pour commencer à investir des militants dans le mouvement syndical, indépendamment des collectifs ouvriers qui, pour la plupart, disparaissaient assez vite.

Ces débats et questions théoriques: certains parlaient de synthèse entre le marxisme-léninisme et l'anarchisme ou d'un nouveau concept dit «dictature anti-autoritaire du prolétariat» ont déclenché une scission: l'Organisation communiste libertaire (OCL), très affaiblie aujourd'hui, et, sur la nouvelle orientation, l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL) qui deviendra Alternative libertaire.

Ces derniers ont alors fait la «tournée des popotes» pour tenter des rapprochements. L'incompréhension de nombreux anarcho-syndicalistes sur l'évolution de ces copains (et peut-être des questions de génération) ont fait

que l'Alliance et l'UTCL n'ont pas fusionné, on peut peut-être, aujourd'hui, le regretter…

Depuis, nous avons néanmoins réussi à faire des choses ensemble. En soutien à la lutte antifranquiste, par exemple, lorsque Puig-Antich a été garrotté ou que deux militants basques, Garmendia et Otaegui, ont été assassinés. À l'Alliance, nous étions en rapport avec Frente libertario, une tendance de la mouvance espagnole, dont l'un des animateurs principaux, Fernando Gomez-Pelaez, était correcteur aux dictionnaires chez Larousse; avec cette tendance, nous avions constitué une association de défense nommée Comité Espagne libre, dont le président était mon ami et camarade Alain Pécunia. Dans notre comité d'honneur, nous avions André Devriendt, secrétaire du syndicat des correcteurs, et Eugène Descamps, secrétaire de la CFDT. Soit dit en passant, tant que ce dernier est demeuré aux affaires, la CFDT est restée sur une ligne de gauche; lorsqu'il est tombé malade, la dérive a commencé. On était sans cesse forcés de faire des actions publiques au sujet de l'antifranquisme, et nous avions l'espoir que la CNT pourrait se reconstituer dès la disparition du dictateur et retrouver au moins une partie de sa force. Avec René Berthier, je suis allé à Madrid rencontrer des militants libertaires qui commençaient à réapparaître. Enfin, je n'entre pas dans les détails parce que pénétrer dans le mouvement espagnol, c'est comme aller dans un labyrinthe dont on ne sort jamais.

Pour revenir à l'Alliance syndicaliste, c'était un courant proprement syndicaliste dont je faisais partie avec quelques autres, et qui a duré jusqu'en 1980. Il y a eu beaucoup de travail de fait, du travail d'opposition, de création de syndicats ou de structures interprofessionnelles. Par exemple, nombre de copains de l'Alliance ont participé à la création du Sycopa, le syndicat parisien du commerce, qui vient de quitter la CFDT.

Agone: L'Alliance syndicaliste fonctionnait comme une tendance?

J.T.: Oui, une tendance anarcho-syndicaliste: l'idée était de constituer une coordination des syndicalistes révolutionnaires dans les syndicats, et d'élaborer une politique commune ou convergente, entreprise qui s'est révélée, en fait, extraordinairement difficile. On ne manquait pas d'illusions à l'époque, mais on s'est heurtés au fait que beaucoup de militants étaient d'abord des militants de leur confédération avant d'être des militants libertaires ou anarcho-syndicalistes, ou syndicalistes révolutionnaires.

Nous avons découvert ce «nationalisme confédéral» en particulier avec les camarades de Force ouvrière, surtout implantés dans la Gironde et la Loire-Atlantique, qui étaient d'abord des militants de Force ouvrière, dont l'objectif était de promouvoir et de défendre Force ouvrière sans le moindre esprit critique. Leur objectif réel était que le plus de militants possible de l'Alliance entrent à FO. Or, quasiment aucun soixante-huitard libertaire ne voulait se syndiquer à Force ouvrière, pour des raisons qui, à l'époque, étaient évidentes: FO conduisait, dans la plupart des secteurs et des entreprises, une politique épouvantablement droitière. Presque tous les militants qui se reconnaissaient peu ou prou dans le mouvement de mai 1968 entraient à la CFDT, qui apparaissait comme la plus progressiste. Concrètement, dans les luttes ou les revendications, elle l'était d'ailleurs à ce moment-là, jusqu'à l'arrivée d'Edmond Maire, avec qui l'inflexion droitière s'est amorcée. Il y a eu alors une rupture avec les anarcho-syndicalistes supposés de Force ouvrière, qui étaient très proches des lambertistes de l'OCI. Sans doute existait-il, à l'époque, une sorte de pacte entre les deux groupes, et quelques «anarcho-syndicalistes» espéraient améliorer leur rapport de forces en s'appuyant sur un regroupement comme l'Alliance.

Agone: Il y avait combien de personnes à l'Alliance?

J.T.: Cent à cent cinquante, ça dépendait des moments.

La plupart sont à la CNT maintenant, ou à Sud, enfin ceux qui militent encore…

Dans la région parisienne, l'Alliance avait quelques militants dans les services municipaux, qui ont créé une union locale CFDT dans les 8e et 9e arrondissements. Quelques camarades de l'Alliance militaient aussi à l'Union locale (UL) de la CFDT du 10e; pendant le conflit du *Parisien libéré*, de 1975 à 1977, ils ont donné divers coups de main aux copains du livre. Dans les Hauts-de-Seine, au début des années 1970, l'Alliance et l'Ora, qui fonctionnaient ensemble dans ce secteur, ont obtenu une bonne implantation, en particulier dans le secteur interprofessionnel, à partir des services, des enseignants et des métaux. Je me souviens qu'un camarade se déclarant libertaire, et qui fut secrétaire de l'Union départementale (UD) à Boulogne, se réjouissait que chacune des UL du département possédait un équipement technique et un collectif militant qui lui permettaient de soutenir activement les mouvements locaux. En outre, nous avions réussi à faire embaucher à l'UD, comme permanent technique, un vieux camarade espagnol, Antonio Barranco, qui se chargeait, entre deux tirages de tracts sur la machine offset du sous-sol, de la formation syndicaliste improvisée des militants qui venaient chercher du matériel…

Dans le Val-de-Marne, le secrétaire de l'UD était sympathisant de l'Alliance; il fut de tous les combats de l'Alliance, et les militants de l'Alliance lui apportèrent tout le soutien possible dans les luttes du département; je me souviens, en particulier, de la reprise de la production, durant une grève, d'une usine de fabrication de biscuits. Un des militants fonda-

Manifestation du Comité Espagne libre, 1972.

teurs de l'Alliance, Serge Aumenier, ingénieur à l'Aérospatiale, fut longtemps trésorier ou trésorier adjoint de l'Union parisienne des syndicats des métaux (UPSM) de la CFDT. Serge et quelques-uns de ses copains, après qu'ils eurent été décentralisés aux Mureaux, firent un gros travail dans l'UD des Yvelines et les UL de la vallée de la Seine. À l'époque, un syndicat maison plus ou moins fasciste régnait à Simca-Poissy, la CFT. Le secrétaire et l'employée du syndicat du bâtiment local étaient adhérents de l'Alliance. Dans la santé et le social, l'Alliance avait beaucoup de contacts et quelques militants; la plupart de ces derniers sont aujourd'hui à Sud-CRC-Santé-Social.

Enfin, à partir des quelques correcteurs adhérents de l'Alliance, René Berthier, Alain Pecunia, Thierry Porré, Pascal Nürnberg et moi-même, nous avons eu quelques rares contacts avec la CGT ou la CFDT dans le livre. Dans la région de Bordeaux, un groupe de copains qui travaillaient à la Société européenne de propulsion (Sep) décidèrent de quitter FO pour s'affilier à la CFDT, ce qui n'améliora guère les relations avec ceux qui s'y appelaient anarcho-syndicalistes. De proche en proche, ces copains réussirent une implantation dans les métaux et d'autres secteurs, comme l'enseignement. Puis quelques-uns d'entre eux ont obtenu des responsabilités à l'UD-CFDT de la Gironde, y compris dans son bureau.

Il est évident que, une fois membres du bureau de l'UD de Gironde, les camarades ont commencé un travail de sensibilisation sur divers thèmes du syndicalisme révolutionnaire, les revendications, évidemment, mais aussi sur le contenu de l'autogestion – mot d'ordre officiel de la CFDT depuis son congrès de 1970 – et de l'indépendance, alors qu'avec le Parti socialiste on commençait à parler «d'autonomie engagée». La majorité de la direction de la centrale commençait alors son inflexion pour essayer d'amener l'énorme masse de nouveaux adhérents – peut-être un demi-million –, plus ou moins influencés par les idées de mai 1968, vers la version syndicale de la démocratie chrétienne qui était, comme on a pu le constater plus tard, son idéologie réelle, en tout cas de ceux qui, autour d'Edmond Maire et de la direction de la chimie, allaient conduire le tournant droitier. Les deux démarches ne pouvaient que se heurter. En plus, à plusieurs reprises, les copains avaient diffusé des tracts antimilitaristes dans les gares lors des départs des appelés du contingent.

Vers 1976, la direction de la centrale a dissous le bureau de l'UD et renvoyé les militants dans leurs syndicats d'origine. Dans le même temps, le copain délégué syndical de la Sep, Vladimir Charov, fut licencié avec l'accord du ministère du Travail. Évidemment, nous avons fait le maximum de bruit autour de l'affaire. Peine perdue: la direction se moquait de tout ce qu'on pouvait dire, avec encore plus de mépris que les «stals». En plus, comme souvent durant ces années-là, les autres courants

SOLIDARITE ESPAGNE

C.N.T. DE ESPAÑA

MEETING SYNDICALISTE

Depuis la rentrée, la répression s'accroît de façon considérable en Espagne.

Nous syndicalistes libertaires, qui faisons si souvent mention de l'Espagne libertaire, devons être présents dans le soutien aux victimes de la répression (nos camarades et leurs familles), et le premier acte de solidarité, et de loin le plus utile, ce ne sont pas de belles paroles, mais de l'argent, de l'argent, et encore de l'argent.

L'Alliance syndicaliste demande à tous de fournir un effort financier immédiat pour l'Espagne.

Les camarades qui « tombent », tombent aussi pour nous.

L'Alliance syndicaliste s'engage à ce que les sommes réunies soient strictement réservées aux victimes de la répression — elles n'auront aucun autre usage.

Cet appel a caractère d'urgence et restera permanent tant que la vague de répression durera.

Verser les fonds à : C.C.P. 7 297-72 Paris - Claudine Toublet. En précisant : Espagne.

N.B. : Chaque prisonnier (outre les frais de procès, etc.) a besoin, en prison, au moins de 30 à 40 F par semaine « pour améliorer l'ordinaire » — et le soutien à une famille est au minimum de 50 F par semaine.

Organisé par
Frente libertario
et
L'Alliance syndicaliste

Vendredi 18 janvier
à 20 h 30

44, rue de Rennes
PARIS

Métro Saint-Germain-des-Prés

PARTICIPATION D'ORGANISATIONS SYNDICALES FRANÇAISES ET ESPAGNOLES

d'extrême gauche voyaient l'exclusion d'un membre d'une chapelle voisine comme la disparition d'une concurrence.

Ainsi les «cathos» ont pu appliquer sans trop de difficultés la bonne vieille technique du salami à presque toute leur opposition.

On voit combien l'échec de la construction de la CNT dans l'immédiat après-guerre a pu avoir des conséquences néfastes. Si les anarcho-syndicalistes, au lieu de se disputer sur des abstractions, avaient eu la conscience révolutionnaire de constituer une organisation syndicale minimale, même de quelques milliers de membres, ils auraient pu offrir ce recours à tous les syndicalistes combatifs qui se sont fait expulser des grandes confédérations après 1968. Cet échec historique nous est apparu avec encore plus d'acuité dans l'affaire d'Usinor, à Dunkerque.

Agone: L'affaire Usinor-Dunkerque: un cas d'école?

Au tournant des années 1980, lorsque nous entrons en contact avec la section CFDT de cette grande usine, plus de dix mille personnes travaillent dans l'entreprise et la section représente plusieurs centaines de cartes et environ 30 % des voix aux élections professionnelles. C'est à la suite d'articles parus dans *Libération* que nous y allons. Nous rencontrons là-bas quelques-uns des sidérurgistes qui animent la section et qui ont des problèmes avec l'appareil de la CFDT. Dès les premiers moments, Serge et moi avons été très touchés par ces rencontres. Alors que, souvent, lors des prises de contact, nous nous lions avec la mouvance gauchiste (par exemple dans la santé ou l'enseignement), pour l'essentiel, les camarades que nous rencontrons à Dunkerque sont de purs produits de la classe ouvrière du Nord, aussi durs à la peine que solidaires dans l'épreuve. Ils se méfiaient de nous, d'ailleurs. Pour des raisons que nous n'avions pas perçues tout de suite, ces camarades gênaient, mais on pouvait deviner, par le récit qu'ils nous faisaient des ennuis qu'ils commençaient à avoir avec le syndicat local, l'UD du Nord ou la Fédération des métaux, qu'on allait leur faire un sort sinon à tous, au moins à un certain nombre d'entre eux, sûrement les plus actifs. Ils ne nous ont pas cru, quand on comparait leur situation à celles de Bordeaux, de Lyon-Gare ou d'autres.

Ce n'était pas des militants oppositionnels mais des syndicalistes actifs, sans états d'âme concernant l'orientation et la direction de la CFDT. L'essentiel de leurs activités consistait à combattre leur patron. Plus tard, ils nous ont confié qu'ils n'avaient pas vraiment compris la campagne lancée par Edmond Maire contre les «coucous», qui était alors en phase très active. Les coucous, c'étaient les militants d'extrême gauche qui déposaient leurs œufs dans les nids de la CFDT. Ceux qui formeront Sud ou le CRC seront les «moutons noirs». Les camarades d'Usinor ne croyaient pas que les coucous, c'étaient eux, tous ceux qui, pour une raison ou une autre, déplaisaient aux démocrates chrétiens de la direction confédérale.

À Usinor-Dunkerque, les camarades avaient un coucou (un sur dix mille) prénommé Frank, plus ou moins venu de la mouvance «mao-spontex» et, disaient-ils en riant, ils l'avaient «bien en main»!

Ils n'ont pris aucune précaution, bien que nous le leur ayons suggéré, pour se protéger contre l'orage qui arrivait. Par exemple, ils n'ont pas cherché à se constituer en syndicat d'entreprise pour avoir un statut de personne morale; ils sont restés en section syndicale. Aussi, lorsque les exclusions sont arrivées, dans la commission exécutive du Syndicat métallurgique de Dunkerque, ils ont été minoritaires. Les bureaucraties savent organiser les majorités!

Un certain nombre de militants furent jetés de la CFDT comme des malpropres. Et Frank fut licencié…

Agone: Qu'allaient faire les sidérurgistes combatifs d'Usinor-Dunkerque pour continuer le bon combat?

J.T.: La CGT? Depuis dix ans, ils polémiquaient avec ses membres. Le groupe de militants expulsés nous a chargés d'explorer toutes les solutions possibles. À cet effet, je rencontrai même, à la Bourse, mon camarade Pepito Rosell, vieil anarcho-syndicaliste espagnol, pour examiner un recours à FO, où il s'était réfugié dans les années 1950. Après ça, ne me dites pas que je suis sectaire! Peine perdue.

Dans la région du Nord, nous ont informé les copains d'Usinor, FO-métaux, c'est le RPR! Ils ont refusé nos solutions et se sont lancés, avec comme seul appui un petit groupe d'anarcho-syndicalistes, dans la constitution d'un syndicat autonome, fièrement nommé Syndicat de lutte des travailleurs d'Usinor-Dunkerque (SLT). On ne peut s'étendre sur les innombrables difficultés qu'ils ont dû affronter, ne serait-ce que pour se faire connaître des travailleurs, puis pour être reconnus comme représentatifs dans l'entreprise… En tout cas, ils ont obtenu la représentativité. Mais beaucoup se sont lassés et ont quitté l'entreprise. Nous les avons aidés, par des contacts ou une aide matérielle. Je me souviens que nous leur avons offert une machine SAM à imprimer les tracts. Après l'exclusion, ils n'avaient plus rien, ni local, ni papier, ni machines, ni trésorerie…

Il faut souligner combien nous étions démunis, avant l'apparition de Sud et la renaissance de la CNT.

Nous n'avions rien en magasin à proposer aux camarades qui se faisaient jeter.

Ah! J'oubliais: la véritable raison de la décapitation de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque, c'était évidemment la préparation de la modernisation de l'outil sidérurgique français, Dunkerque et Fos, qui allait s'accompagner de divers regroupements, de fusion et de nombreuses pertes d'emplois. La section, dans son état premier, aurait pu créer de vraies difficultés à l'actionnaire principal, à savoir l'État français. Un nettoyage préalable s'imposait, et la direction de la CFDT s'en fit la complice. Nous avions eu des contacts quelque temps auparavant avec Longwy et Thionville, la sidérurgie lorraine. Il y avait deux ou trois copains de l'Alliance dans le coin, qui travaillaient avec des camarades de l'OCL et d'autres personnes plus ou moins d'extrême gauche. Malgré la détermination de tous ces copains et des ouvriers lorrains à défendre leur boulot, toute leur résistance fut lestée par un terrible handicap: la volonté politique des employeurs de déplacer la fabrication de l'acier vers les ports et d'abandonner la Lorraine et sa «minette». Les immenses usines de Longwy et de la région resteraient en l'état mais le minerai serait traité à Dunkerque.

Parce qu'une vraie résistance était possible, il fallait détruire, démoraliser et chasser ceux qui étaient en capacité d'organiser cette lutte.

Agone: Est-ce qu'il y a une continuité entre l'Alliance syndicaliste et la CFDT, puis les mouvements qui sont issus de la CFDT?

J.T.: Les camarades de l'Alliance, comme les autres libertaires qui étaient à la CFDT, faisaient partie de l'opposition. Cette opposition, plurale et qui s'est peu à peu coordonnée, a réussi, par exemple en 1988, à organiser à Paris un rassemblement du 1er Mai avec la CGT et quelques autres. Cette coordination et cette initiative commune sont la cause profonde, selon Élisabeth Claude, des mises sous tutelle des «moutons noirs» de 1988, qui ont abouti à la création du CRC-Santé-Sociaux et de Sud-PTT. Alors que la cause apparente, ce sont les grèves des «camions jaunes» aux PTT et des infirmières de la Coordination.

Agone: Que peut-on dire encore de l'Alliance syndicaliste?

J.T.: Une des choses les plus originales que nous ayons inventées, c'est la pratique de la «contre-fraction». Qu'est-ce qu'une contre-fraction? Dans une organisation syndicale où des fractions politiques tentent de monopoliser les postes de direction, c'est proposer aux adhérents de constituer une structure plus ou moins clandestine d'opposition avec comme objectif de rétablir la démocratie et le pluralisme syndicaux.

Dans cette contre-fraction, les anarcho-syndicalistes sont le noyau et ils s'emploient sans cesse à développer la surface de la contre-fraction, en faisant appel à tous ceux qui veulent que le syndicat appartienne aux syndiqués et non au PCF ou à la LCR ou encore à la social-démocratie chrétienne. Il ne s'agit nullement d'une fraction anarchiste (elle n'a pas de programme anarchiste) mais d'une plate-forme de rétablissement de la démocratie, des élections pour les postes de responsabilité, des assemblées générales pour gérer les luttes et discuter des accords.

Agone: Quels ont été les effets du programme commun et l'arrivée des socialistes au pouvoir?

J.T.: C'est difficile à expliquer dans le détail. À la victoire électorale de Mitterrand, on a tous pensé que c'était fini, pour un certain temps… On avait perdu partout…

Beaucoup de camarades avaient été exclus ou «renvoyés à la base». Par exemple, les camarades de la chimie de Grenoble n'avaient plus de responsabilités. Les camarades qui étaient à l'UD des Hauts-de-Seine en avaient eu marre. Le secrétaire de l'UD du Val-de-Marne, qui avait abandonné son mandat et s'était fait embauché par l'Agence pour l'économie d'énergie, avait arrêté la lutte. Serge Aumenier venait de perdre son mandat à l'UPSM. Le copain qui était secrétaire du syndicat du bâtiment de Versailles avait non seulement été viré de la CFDT, mais n'avait plus de travail. Il y en avait d'autres… Enfin, beaucoup de secteurs de l'opposition, en particulier ceux où se trouvaient les anarcho-syndicalistes, avaient été laminés. Mais pas tous. Il y avait encore des copains dans les postes, comme Alain Sauvage (actuellement à Sud-PTT), qui était à la Fédération anarchiste…

Il y a eu une période où on a été, d'une certaine manière, laminés par le programme commun. Votre génération n'a pas connu l'espoir parfaitement illégitime et totalement illusoire du programme commun. Mais les gens y croyaient, au programme commun. Enfin la gauche était unie, tous s'étaient mis d'accord, et on allait gagner, pensaient-ils…

Agone: Il y avait quand même eu la désillusion des législatives en 1977.

J.T.: Oui, la désillusion avait été énorme… Le problème c'est que les gens vivent d'illusions.

Chez les correcteurs, nous avions refusé de signer le programme commun. Il a fallu défendre ça à la CGT, au cours d'un congrès confédéral. C'est moi qui suis monté à la tribune.

J'ai essayé d'expliquer, c'était laborieux: il n'est pas dans la nature des syndicats de se lier les mains en signant des programmes politiques…

Les personnes présentes te regardent en pensant visiblement: Qu'est-ce que c'est que cet hurluberlu!

Ce n'était même pas perçu comme une opinion politique ou comme une divergence.

C'était le bruit d'un fou. Qu'est-ce qu'il a celui-là? Il est malade, ça ne va pas, il faut qu'il arrête! C'était extraordinaire…

Il était pourtant évident que la seule chose à faire c'était d'entrer dans le débat, ce que les gens ne faisaient pas.

Ils croyaient pour la plupart, avec la foi du charbonnier, que la gauche, une fois au pouvoir, résoudrait la question du chômage, renforcerait les droits des travailleurs, rabaisserait le caquet des patrons, impulserait la démocratie économique et même rétablirait le prestige de la France, patrie des droits de l'homme et *tutti quanti*. Comme vous avez pu le constater, la gauche au pouvoir a fait exactement le contraire de ce que je viens d'énumérer.

En 1978, le PC s'aperçoit qu'il est en train de se faire plumer, qu'il va devenir minoritaire. Il tente alors de casser le processus par ce que le PC a appelé «la réactualisation du programme commun» pour stopper la machine qui dérape. Trop tard, le mythe «programme commun», incarné dans les masses du peuple de gauche, est devenu une force matérielle; en paraissant s'y opposer pour les queues de cerises du nombre de nationalisations, les stals se sont coupés des réformateurs raisonnables.

En mai 1968, ils s'étaient coupés de la jeunesse révoltée. Ça fait beaucoup de monde en si peu de temps!

Jacky Toublet

L'intégralité de l'interview se trouve dans le numéro 26-27 de la revue Agone. *Les propos ont été recueillis par Franck Poupeau et Pierre Rimbert.*

c'est pas du cinoche !

La mort vous va si bien

On nous avait dit que le bonheur était simple comme un coup de fil. L'épidémie de suicides à France Télécom se poursuit : cette fois-ci, c'est en s'immolant par le feu qu'un salarié met fin à ses jours. On a connu dans l'actualité récente (je n'ose dire brûlante) des pays où un tel acte entraîne une révolution populaire. À l'heure où nous écrivons ces lignes, rien ne s'est passé, à part quelques réactions médiatiques. Il faudra peut être encore un certain nombre de drames pour qu'enfin la violence que nous subissons et que parfois nous nous infligeons se retourne contre les responsables de notre misère.

Le caïd

Décidément, Le Pen père a du mal à laisser sa fille aux commandes de l'entreprise familiale. Alors que sa fille avait décidé de sanctions, voire d'une exclusion, du Grenoblois Alexandre Gabriac pour cause de saluts nazis (pour un candidat aux élections, ça fait tache), voilà que le patriarche prend la défense de ce jeune qui a, convenons-en, une sérieuse tendinite chronique au bras droit.

Les keufs

La Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) vient de sortir son rapport annuel, qui a des allures de chant du cygne. En effet, au-delà du constat et des observations dont elle a été saisie, elle fait surtout état des difficultés, voire de la quasi-impossibilité à effectuer correctement son travail d'observation des usages policiers de notre si belle république démocratique. Quand même les structures institutionnelles le constatent (structures qu'on ne peut guère taxer de gauchisme), c'est un aveu qui vaut son pesant de cacahuètes sur la machine policière…

Le péril jeune

Luc Chatel vient d'avouer (et visiblement il assume son acte) que se seront bien 1 500 classes qui seront fermées à la rentrée prochaine, rien que pour les écoles primaires. Alors que des mobilisations éparses de parents d'élèves et d'enseignants se mettent en place ici et là, on attend toujours une réponse conforme à l'ampleur des attaques.

Bibo

La Commune de Paris

à Libourne (33)

Vendredi 6 mai

20 heures. Intervention de Bruno Fontan : Les sociétés coopératives ouvrières (Scop). À la Bourse du travail.

Samedi 7 mai

13 h 30. Projection d'un extrait du film *La Commune* de Peter Watkins. À la médiathèque.

15 heures. Atelier écriture sur le thème les communardes, femmes engagées, animé par Maryse Belloc. À la médiathèque.

Samedi 14 mai

13 h 30. Projection d'un extrait du film *La Commune* de Peter Watkins. À la médiathèque.

15 heures. Intervention de Jean-Marc Ziegelmeyer : Les idées éducatives, l'éducation populaire. À la médiathèque.

Samedi 21 mai

13 h 30. Projection d'un extrait du film *La Commune* de Peter Watkins. À la médiathèque.

15 heures. Intervention de Jean-Luc Richelle : La Commune : quel sens aujourd'hui ? À la médiathèque.

Samedi 28 mai

13 h 30. Projection d'un extrait du film *La Commune* de Peter Watkins, suivie d'une intervention de Patrick Leturcq. À la médiathèque.

À partir de 22 heures. Journée de clôture des manifestations, Jass it up sur le thème de la semaine sanglante, improvisation musicale pendant laquelle des récitants liront des textes, témoignages, lettres écrits par des communards relatant les événements de la Semaine sanglante. Au kiosque à musique sur le square de la place Joffre.

Communiqué du Cercle Jean-Barrué

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 5 mai

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson, Anne Sylvestre (sous réserves).

Petites annonces d'entraide (16 h 30).

Si vis pacem (18 heures) « Les Colombes » de Michel Valette mobilisées contre l'Otan.

Cinéma en free style (19 h 30) Nouvelle émission ! Invité : Luis Régo.

Epsilonia (22 heures) Musiques expérimentales.

Vendredi 6 mai

Les oreilles libres (14 h 30) Pour un rock libertaire…

La grenouille noire (21 heures) L'émission sera consacrée aux technologies sans fil (portables, WIFI, antennes relais, etc.). Invité : Robin des Toits.

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain.

Samedi 7 mai

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Chronique syndicale (11 h 30)

Chroniques rebelles (13 h 30) Collectif D'ailleurs nous sommes d'ici, avec Olivier Le Cour Grandmaison. Et *Sacco et Vanzetti* au Festival off d'Avignon.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

« Orpheas antissa, les jardins d'Orphée » (21 heures) Chronique artistique.

Dimanche 8 mai

Folk à lier (12 h 00) Le troisième festival « Les enfants du folk » à la Ferme du Coulevrain, écomusée de Savigny-le-Temple, samedi 14 mai de 15 heures à 1 heure.

Tempête sur les planches (14 h 00) « La Passion Léo », hommage à Ferré, signé Jocelyne Sauvard.

L'heure Stratocaster (15 h 30) Riffs et gros sons.

Lundi 9 mai

Les Enfants de Cayenne (09 heures) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) L'exploitation de Diderot de l'Encyclopédie à la fin de la Révolution. Invitée : Pascale Pellerin.

Trous noirs (16 heures) Luttes sociales au Maroc.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme

Ca urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

Mardi 10 mai

Artracaille (11 heures) Art en marge La condition de l'artiste dans la cité.

Wreck this mess (12 h 30) Cocktail de musiques radicales.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

Un peu d'air frais (16 heures) L'atelier des anarchies sonores.

Paroles d'associations (19 h 30) Les Beaux Esprits reviennent avec Florent Nouvel et ses amis.

Radio Libertaria. (20 h 30) L'éducation. Actualités militantes.

Ca booste sous les pavés (22 h 30) Scène culturelle alternative.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années soixante.

Mercredi 11 mai

L'Entonnoir (09 h 30) Antipsychiatrie.

Blues en liberté (10 h 30) Freddy King, le troisième « roi » du blues.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité

Le manège (14 heures) Littérature & Cinéma.

Kontroverss (17 heures) Hip-hop.

Femmes libres (18 h 30) Le Collectif « Handicap, Sexualité, Dignité », contre la loi concernant les Aidants sexuels. La notion d'« aidants sexuels » est une mauvaise réponse à un vrai problème : celui de la sexualité des personnes handicapés. Accompagnement sexuel ou prostitution ?

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

89.4 MHZ en région parisienne **rl.federation-anarchiste.org**

Jeudi 5 mai

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 h 30. De Tchernobyl à Fukushima : un débat sur l'opacité du nucléaire, avec Roland Desbordes, président de la Criirad. Organisé par le groupe La rue râle de la Fédération anarchiste. Entrée libre. À la Maison du Royans, 29, rue Pasteur. Contact : laruerale@no-log.org

Alès (30)

20 h 30. La LDH Alès et le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste organisent une conférence publique sur *L'Affaire Colonna, une parodie de justice* (éditions Bayol) avec Gérard Amaté, l'auteur. 23, rue Faubourg d'Auvergne. Entrée libre.

Paris IIIe

19 heures. Réunion Survie Paris IdF. Organisation des activités de Survie Paris, plaidoyer 2011-2012. Ateliers-débats : table de presse de Survie, analyse de la presse (vous pouvez apportez des articles), discussion sur l'actualité africaine selon les personnes présentes : Côte-d'Ivoire, Burkina Faso, etc. À la Maison des associations du 3e, 5, rue Perrée, M° République ou Temple.

Paris XIIe

19 heures. Projection débat du film *D'égal à égales*, de Christophe Cordier et Corinne Mélis, en présence de Corinne Mélis, à la Maison des associations, 181, avenue Daumesnil, M° Daumesnil ou Montgallet. Soirée organisé par le Rajfire. Ce film présente l'engagement de femmes syndicalistes immigrées ou issues de l'immigration en France aujourd'hui. Entrée libre.

Vendredi 6 mai

Carpentras (84)

19 h 30. Le collectif Débats philosophiques et l'Espace Fenouil organisent un débat sur le thème : État de la distribution de la presse en France. Intervenant : Ramón Pino (ancien kiosquier parisien). À l'Espace Fenouil, 114, rue Fenouil. Le débat sera suivi d'un buffet dînatoire (participation aux frais : 7 euros à régler au plus tard le 2 mai à Suzanne Rubio ou à l'Espace Fenouil. Réservation préférable à l'Espace Fenouil : 04 90 63 15 21 ou Suzanne Rubio : 04 90 63 47 40.

Paris XVIIIe

19 h 30. Notre compagnon (et plume assidue du *Monde libertaire*), Mohamed, viendra animer un débat au local du groupe Louise-Michel à propos des événements récents et à venir de l'autre côté de la Méditerranée : Tunisie, Algérie, Maroc, Libye, Égypte et pourquoi pas Moyen-Orient… 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

Samedi 7 mai

Merlieux (02)

18 heures. Projection du film *Water makes money* suivie d'un débat sur la privatisation de l'eau. À la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09. Entrée libre et gratuite.

Marseille (13)

17 heures. Causerie-débat organisée par le Centre international de recherches sur l'anarchisme (Cira) : État de la distribution de la presse en France. Intervenant : Ramón Pino (ancien kiosquier parisien). Au Cira, 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines). Tél. 09 50 51 10 89, cira.marseille@free.fr

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial : Les pratiques libertaires actuelles sont-elles autogestionnaires ? L'Épicerie du pré, 31, rue du Pré.

Saint-Denis (93)

15 heures-17 heures : La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. La Dionyversité au Musée de Saint-Denis. Michel Zévaco, « De cape noire et d'épée rouge ». À l'issue de cette conférence-débat, Laurent Bihl dédicacera son ouvrage *De cape noire en épée rouge*, sélection et présentation des articles révolutionnaires de Michel Zévaco, (Éditions Ressouvenances). Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 22 bis, rue Gabriel-Péri, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Paris XIe

15 heures. Élisée Reclus, géographe et visionnaire. Rencontre avec Jean-Didier Vincent, auteur de *Élisée Reclus : géographe, anarchiste, écologiste* (Robert Laffont, 2010). Bibliothèque Faidherbe, 18, rue Faidherbe, M° Faidherbe-Chaligny. Entrée libre.

Paris XIe

16 h 30. Patrik Schindler présentera son dernier livre *Arthur Rimbaud, l'anarchiste inachevé* à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° Filles-du-Calvaire ou Oberkampf.

Mardi 10 mai

Paris XIIIe

19 heures. Conférence : l'Espagne des républicains, autour du film : *Je te donne ma parole*. Salle des fêtes de la mairie du XIIIe.

Mercredi 11 mai

Paris XIe

19 h 45. Débat en présence des auteurs : Critiques de l'idéologie sécuritaire autour des livres de Mathieu Rigouste, *Les Marchands de peur* chez Libertalia et de Serge Quadruppani, *La Politique de la peur* au Seuil. CICP, 23, rue Voltaire, M° Rue des Boulets.

Jeudi 12 mai

Paris XIe

19 heures. Rencontre avec la revue *Rebeldía* (Mexique) qui se déclare ouvertement zapatiste et publie l'information des plus petits, des sans-voix. Elle partage les pensées et réflexions que construisent les communes autonomes du Chiapas. Vidéos et échanges suivis d'un repas. Au CICP, 21ter rue Voltaire, M° Rue des Boulets.

samedi 14 mai

LES RENCONTRES DES ANIMATEURS

89.4 radio libertaire

Avec les animateurs :

LES ENFANTS DE CAYENNE
2 heures de pure politique 100% révolutionnaire,
avec des morceaux de vrais anarchistes dedans
avec Gilou et Elodie
[émission du lundi de 9h à 11h]

ARTRACAILLE
art en marge
avec Robert et Jean
[émission du mardi de 11h à 12h30]

BLUES EN LIBERTE
musique blues
avec Thierry Porré
[émission du mercredi de 10h30 à 12h]

BOL D'ART
une improvisation
sur les possibles à vivre
avec Aude Halary
[émission du vendredi de 22h30 à minuit]

NUITS OFF
topologies sonores
avec Laurent Nicolas
[émission de nuit du samedi à partir de 23h]

Venez les rencontrer à Publico 145 rue Amelot 75011 Paris à partir de 16h30